

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT SIMPLIFIEE

PORTANT SUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE



INITIEE PAR LA SOCIETE FINORA

PRESENTEE PAR



PROJET DE NOTE EN REPONSE ETABLI PAR ETAM DEVELOPPEMENT

PRIX DE L'OFFRE

23 euros par action Etam Développement

DUREE DE L'OFFRE

Le calendrier de l'offre publique sera déterminé par l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») conformément à son Règlement général



Le présent projet de note d'information a été déposé le 3 septembre 2013 auprès de l'AMF conformément aux dispositions des articles 231-13, 231-16 et 231-18 de son Règlement général.

LE PRÉSENT PROJET DE NOTE EN RÉPONSE RESTE SOUMIS À L'EXAMEN DE L'AMF

AVIS IMPORTANT

En application des dispositions des articles 261-1 et suivants du Règlement général de l'AMF, le rapport du cabinet Ledouble, agissant en qualité d'expert indépendant, est inclus dans le présent projet de note en réponse.

Le présent projet de note en réponse est disponible sur les sites internet de l'AMF (www.amf-france.org) et d'Etam Développement (www.etamdeveloppement.com) et peut être obtenu sans frais auprès d'Etam Développement (78, rue de Rivoli – 75004 Paris) et de Natixis, (47, quai d'Austerlitz 75013 Paris).

Les informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables d'Etam Développement seront mises à la disposition du public, au plus tard la veille de l'ouverture de l'offre publique, conformément aux dispositions de l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF. Un communiqué de presse sera publié conformément aux dispositions de l'article 221-3 du Règlement général de l'AMF afin d'informer le public des modalités de mise à disposition de ces informations.

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DE L'OFFRE	3
2.	CONTEXTE ET MOTIFS DE L'OFFRE	3
2.1	Contexte de l'Offre	3
2.2	Motifs de l'Offre.....	4
3.	AVIS MOTIVE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIETE	4
4.	ACCORDS POUVANT AVOIR UNE INCIDENCE SIGNIFICATIVE SUR L'OFFRE	5
5.	ELEMENTS CONCERNANT LA SOCIETE	6
5.1	Forme juridique de la Société	6
5.2	Structure du capital de la Société	9
5.3	Restrictions statutaires	9
5.4	Participations directes ou indirectes dans le capital de la Société.....	9
5.5	Titres comportant des droits de contrôle spéciaux.....	9
5.6	Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ces derniers	10
5.7	Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote.....	10
5.8	Règles applicables à la nomination et au remplacement de la gérance et à la modification des statuts	10
5.9	Pouvoirs de la gérance en particulier l'émission et le rachat d'actions	11
5.10	Accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société	12
5.11	Accords prévoyant des indemnités pour les membres du conseil de surveillance, de la gérance ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique	12
6.	INTENTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	12
7.	RAPPORT DE L'EXPERT INDEPENDANT	13
8.	MISE A DISPOSITION DES AUTRES INFORMATIONS RELATIVES A LA SOCIETE.....	63
9.	PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DE LA NOTE EN REPONSE	63

1. PRESENTATION DE L'OFFRE

En application du Titre III du Livre II et plus particulièrement de l'article 233-1 1° du Règlement général de l'AMF, la société Finora, société anonyme de droit belge au capital de 1 000 000 d'euros, dont le siège social est situé 149 avenue Louise, Ixelles – 1050, Bruxelles, Belgique, identifiée au Registre du commerce de Bruxelles sous le numéro d'entreprise 0812.682.925 (« **Finora** » ou l'« **Initiateur** »), agissant de concert avec les membres du Concert (tel que ce terme est défini ci-après), propose de manière irrévocable aux actionnaires de la société Etam Développement, société en commandite par actions au capital de 12 169 313 euros, dont le siège social est situé 78, rue de Rivoli – 75004 Paris, enregistrée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 308 382 035 RCS Paris (« **Etam Développement** » ou la « **Société** »), d'acquérir dans les conditions décrites ci-après (l'« **Offre** ») la totalité des actions de la Société non-détenues par le Concert.

Les actions Etam Développement sont admises aux négociations sur le compartiment C du marché réglementé de NYSE Euronext à Paris (« **Euronext Paris** ») sous le code ISIN FR0000035743, mnémonique TAM.

Finora est une société holding dont 100% du capital et des droits de vote sont détenus par la famille Milchior. Finora détient 2 773 680 actions de la Société représentant 34,75% de son capital et 24,07% de ses droits de vote. Par ailleurs, la famille Milchior détient directement 1 448 932 actions de la Société représentant 18,15% de son capital et 22,86% de ses droits de vote.

La famille Milchior agit de concert avec la famille Tarica (le « **Concert** »). Le Concert détient, à ce jour, 5 419 317 actions de la Société représentant 67,89% de son capital et 67,34% de ses droits de vote (le détail de la répartition du capital et des droits de vote au sein du Concert est décrit au paragraphe 2.1 ci-dessous).

L'Offre sera réalisée selon la procédure simplifiée en application des articles 233-1 et suivants du Règlement général de l'AMF.

Conformément aux dispositions de l'article 231-13 du Règlement général de l'AMF, le projet d'Offre est présenté par Natixis qui garantit la teneur et le caractère irrévocable des engagements pris par l'Initiateur dans le cadre de l'Offre.

La durée de l'Offre sera de 10 jours de négociation.

2. CONTEXTE ET MOTIFS DE L'OFFRE

2.1 Contexte de l'Offre

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital de la Société à l'issue de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 30 mai 2013 :

	Actions		Droits de vote	
	nb	%	nb	%
<i>Famille Milchior</i>	1 448 932	18,15%	2 634 864	22,86%
<i>FINORA</i> ⁽¹⁾	2 773 680	34,75%	2 773 680	24,07%
Sous-total famille Milchior	4 222 612	52,90%	5 408 544	46,93%
Famille Tarica	1 196 705	14,99%	2 352 910	20,42%
Sous-total Concert	5 419 317	67,89%	7 761 454	67,34%
Inteco ⁽²⁾	583 037	7,30%	1 166 074	10,12%
Linto ⁽²⁾	564 275	7,07%	1 128 550	9,79%
Auto-détention	0	0,00%	0	0,00%
Public	1 415 918	17,74%	1 469 172	12,75%
TOTAL	7 982 547	100,00%	11 525 250	100,00%

(1) *Finora est détenue par la famille Milchior.*

Source Etam Développement

(2) *Holding financier de droit américain contrôlé par la famille Lindemann.*

Le 3 septembre 2013, la Société a déposé une offre publique d'achat simplifiée portant sur 798 254 actions Etam Développement réalisée dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 30 mai 2013 (l'« **OPAS Rachat d'actions** ») au même prix que celui de l'Offre, soit 23 euros par action Etam Développement. L'OPAS Rachat d'actions sera ouverte le 3 octobre 2013 et clôturée le 16 octobre 2013.

Finora s'est engagée à conserver au moins 399 128 actions (5% du capital) sur la totalité des actions de la Société qu'elle acquerra dans le cadre de l'OPAS Rachat d'actions. Les actions de la Société acquises par Finora dans le cadre de l'Offre au-delà de 399 128 pourront être apportées par Finora à l'Offre, dans la limite maximum de 10% du capital.

2.2 Motifs de l'Offre

L'objectif de l'Offre est d'offrir aux actionnaires de la Société une liquidité satisfaisante que le marché, dans le contexte actuel, ne parvient pas à leur offrir.

Les capacités financières de la Société au regard de ses besoins présents et à venir ne lui permettant pas de faire une offre publique de rachat d'actions pour une part supérieure à 10% du capital social de la Société, la famille Milchior a accepté de compléter l'offre de liquidité faite par la Société dans le cadre de l'OPAS Rachat d'actions. En conséquence, l'Offre précède l'OPAS Rachat d'actions afin de permettre à tous les actionnaires de la Société de pouvoir céder leurs actions Etam Développement dans des conditions satisfaisantes et notamment sans risque de réduction.

3. AVIS MOTIVE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article 231-19, 4° du Règlement général de l'AMF, le conseil de surveillance de la Société s'est réuni le 3 septembre 2013 à l'effet d'examiner le

projet d'Offre et de rendre un avis motivé sur l'intérêt que représente l'Offre pour tous les membres du conseil de surveillance étaient présents ou représentés lors de cette réunion.

Le conseil de surveillance d'Etam Développement a pris connaissance du projet de note d'information relative à l'Offre, des travaux d'évaluation menés par la banque Natixis et du rapport du cabinet Ledouble représenté par Mme Agnès Piniot en qualité d'expert indépendant chargé par la Société, en application des articles 261-1 et suivants du Règlement général de l'AMF, de se prononcer sur le caractère équitable de l'Offre.

Le conseil de surveillance a considéré que l'Offre était conforme tant aux intérêts de la Société, que de ses actionnaires et de ses salariés.

Le conseil de surveillance a constaté que le prix proposé était équitable et comprenait une prime significative par rapport au cours de bourse, que l'Offre permettait aux actionnaires de la Société de bénéficier de la meilleure liquidité possible compte tenu de l'évolution du cours de bourse et du volume des transactions.

Le conseil de surveillance a constaté que l'Offre n'aurait aucun impact en matière d'emploi.

Le conseil de surveillance a pris acte des engagements des sociétés Inteco et Linto ainsi que de M. George Lindemann de ne pas apporter leurs actions à l'Offre.

Le conseil de surveillance a également pris acte de l'engagement de la société Finora de conserver au moins 399 128 actions (5% du capital) sur la totalité des actions de la Société qu'elle acquerra dans le cadre de l'Offre. Il a également pris acte du fait que les actions de la Société acquises par la société Finora dans le cadre de l'Offre au-delà de 399 128 pourront être apportées par la société Finora à l'OPAS Rachat d'actions, dans la limite maximum de 10% du capital.

Après avoir délibéré, le conseil de surveillance a décidé, à l'unanimité de tous ses membres, que l'Offre était conforme aux intérêts de la Société, de ses actionnaires et de ses salariés et de recommander aux actionnaires de la Société d'apporter leurs actions à l'Offre.

4. ACCORDS POUVANT AVOIR UNE INCIDENCE SIGNIFICATIVE SUR L'OFFRE

À l'exception des engagements énoncés ci-dessous, la Société n'a connaissance d'aucun accord pouvant avoir une incidence significative sur l'appréciation de l'Offre ou son issue.

Intention des membres de la gérance

M. Pierre Milchior, M. Laurent Milchior et Mme Marie-Claire Tarica, membres de la gérance, ont indiqué qu'ils n'apporteraient pas à l'Offre les actions de la Société qu'ils détiennent.

Intention des membres du conseil de surveillance

M. George Lindemann, détenant 2 424 actions de la Société représentant 0,03% du capital et 0,02% des droits de vote, s'est engagé auprès de l'Initiateur à ne pas apporter à l'Offre les actions de la Société qu'il détient.

Intention des membres du Concert

La société Finora s'est engagée à conserver au moins 399 128 actions (5% du capital) sur la totalité des actions de la Société qu'elle acquerra dans le cadre de l'Offre. Les actions de la Société acquises par la société Finora dans le cadre de l'Offre au-delà de 399 128 pourront être apportées par la société Finora à l'OPAS Rachat d'actions, dans la limite maximum de 10% du capital.

Intention des autres actionnaires

La société Inteco, détenant 583 037 actions de la Société représentant 7,30% du capital et 10,12% des droits de vote, s'est engagée à ne pas apporter à l'Offre les actions de la Société qu'elle détient.

De même, la société Linto, détenant 564 275 actions de la Société représentant 7,07% du capital et 9,79% des droits de vote, s'est engagée à ne pas apporter à l'Offre les actions de la Société qu'elle détient.

5. ELEMENTS CONCERNANT LA SOCIETE

5.1 Forme juridique de la Société

Etam Développement SCA est une société en commandite par actions française régie notamment par le livre deuxième du Code de commerce. Ce statut a été adopté par l'assemblée générale extraordinaire du 29 mai 1996 afin de préserver l'identité et la culture de l'entreprise et d'assurer ainsi sa pérennité à long terme, dans l'intérêt du Groupe et de l'ensemble des actionnaires.

5.1.1 Fonctionnement d'une société en commandite par actions

Au sein d'une société en commandite par actions, il existe deux sortes d'associés :

- les associés commanditaires, apporteurs de capitaux, qui ne sont responsables des dettes sociales qu'à concurrence du montant de leurs apports ;
- les associés commandités, apporteurs en industrie, qui sont tenus indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales envers les tiers. Une même personne peut avoir la double qualité d'associé commandité et commanditaire.

Un conseil de surveillance est nommé par l'assemblée générale des actionnaires et chargé de contrôler la gestion de l'entreprise. Les commandités, même commanditaires, ne peuvent être élus, ni participer à la désignation des membres du conseil de surveillance.

5.1.2 Associés commandités de la Société (article 1 des statuts)

Les associés commandités sont M. Pierre Milchior, Mme Marie-Claire Tarica, Melle Vanessa Milchior, M. Laurent Milchior et Gerset, société par actions simplifiée dont le siège social est à Clichy (92110), 57-59 rue Henri Barbusse.

5.1.3 Droits et obligations des associés commandités (article 13 des statuts)

Les décisions des assemblées, tant ordinaires qu'extraordinaires, ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par la majorité des associés commandités (par exception, l'accord des commandités n'est pas requis pour les décisions concernant la nomination et la révocation des membres du conseil de surveillance et des commissaires aux comptes, la fixation de leur rémunération et l'approbation des conventions soumises à autorisation).

Les droits des associés commandités dans le résultat de la Société sont rappelés au paragraphe « Répartition des bénéfices et modalités de paiement des dividendes (article 23 des statuts) ». Les associés commandités sont tenus indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales envers les tiers.

Tout associé commandité non gérant est en droit d'exercer un contrôle sur la gestion de la Société et dispose à cet effet des mêmes pouvoirs d'investigation que les commissaires aux comptes. La désignation de tout nouvel associé commandité est faite par décision de l'assemblée générale extraordinaire prise avec l'accord de tous les associés commandités.

5.1.4 La gérance (articles 14 et 15 des statuts)

Aux termes des statuts, la Société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants personnes physiques ou morales ayant la qualité d'associés commandités. Les gérants actuels sont M. Pierre Milchior, M. Laurent Milchior et Mme Marie-Claire Tarica.

5.1.5 Nomination-révocation des gérants

La nomination et la révocation de tout gérant est de la compétence de la société Gerset, pour autant qu'elle ait la qualité d'associé commandité à la date de la décision. A défaut pour Gerset de détenir cette qualité, la nomination et la révocation de tout gérant seront de la compétence de l'assemblée générale ordinaire des associés commanditaires, agissant sur proposition et avec l'accord de tous les associés commandités.

5.1.6 Durée de la gérance

Les fonctions de gérant sont à durée indéterminée. Elles prennent fin par le décès, l'incapacité ou l'interdiction, le redressement, la liquidation judiciaire, la faillite personnelle, la révocation ou la démission et le dépassement de l'âge de 85 ans sauf prorogation décidée par la majorité des associés commandités et ce, pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. En cas de vacance de la gérance pour cause d'incapacité ou de décès simultané des gérants, la gérance sera assurée par les commandités statuant à la majorité simple et ce, jusqu'à la désignation de la nouvelle gérance.

La perte de la qualité de gérant entraîne automatiquement et de plein droit la perte de la qualité d'associé commandité. La Société n'est pas dissoute en cas de cessation des fonctions d'un gérant, pour quelque cause que ce soit. Le gérant qui démissionne doit prévenir chacun des associés commandités six mois au moins à l'avance.

5.1.7 Rapport avec les tiers

Chacun des gérants a tous pouvoirs pour engager la Société à l'égard des tiers. Il les exerce dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi et les statuts au conseil de surveillance et aux assemblées générales d'actionnaires. Les cautions, avals et garanties donnés par la Société doivent faire l'objet d'une autorisation prise à la majorité des associés commandités. Ces derniers peuvent consentir une autorisation globale annuelle.

5.1.8 Rapport avec la Société et les actionnaires

Dans les rapports avec la Société et les actionnaires, les gérants peuvent prendre entre eux toutes mesures qu'ils jugent souhaitables pour assurer l'unité de gestion et de représentation de la Société. Les gérants peuvent procéder, sous leur responsabilité, à toutes délégations de pouvoirs qu'ils jugent nécessaires au bon fonctionnement de la Société et du groupe.

5.1.9 Rémunération de la gérance

La gérance ne reçoit aucune rémunération statutaire. Toute autre rémunération de la gérance, qu'elle soit fixe, proportionnelle ou indexée, est fixée et modifiée par l'assemblée générale ordinaire statuant avec l'accord de la majorité des associés commandités. Sa répartition entre les gérants est décidée par ces derniers. Des options d'achat ou de souscription d'actions de la Société peuvent être accordées aux gérants par décision de la majorité des associés commandités sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire.

5.1.10 Règles d'affectation et de répartition des bénéfices

Les comptes de la Société clos à la fin de chaque exercice sont arrêtés par la gérance. La gérance établit le rapport de gestion prévu par la loi.

Le droit aux bénéfices des associés commandités est égal à 1% du montant du bénéfice distribuable de chaque exercice. Il est prélevé sur le bénéfice distribuable de chaque exercice. Le versement des sommes correspondant au droit aux bénéfices des associés commandités intervient dans les 3 mois suivant l'approbation des comptes de chaque exercice par l'assemblée générale. Ces sommes sont réparties entre les associés commandités dans les proportions définies à la majorité des associés commandités et à défaut, par parts égales. Les associés commandités n'ont aucun droit sur les réserves ni sur le boni de liquidation. Sous réserve des droits des associés commandités définis ci-dessus, les actionnaires disposent de la totalité des droits sur les bénéfices de chaque exercice, sur toutes réserves et sur tout *boni de liquidation*.

Après prélèvement des sommes revenant aux associés commandités, l'assemblée générale peut décider toutes affectations autorisées par la loi les bénéfices distribuables et les réserves revenant aux actionnaires. En outre, les réserves peuvent, sur décision de l'assemblée ordinaire, être affectées à l'amortissement total ou partiel des actions. Les actions intégralement amorties sont remplacées par des actions de jouissance ayant les

mêmes droits que les actions anciennes à l'exception du droit au remboursement du capital. Les réserves peuvent également être incorporées au capital.

Les dividendes sont mis en paiement aux époques et lieux désignés par la gérance dans un délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sous réserve de la prolongation de ce délai par justice.

5.2 Structure du capital de la Société

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital de la Société à l'issue de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 30 mai 2013 :

	Actions		Droits de vote	
	nb	%	nb	%
<i>Famille Milchior</i>	1 448 932	18,15%	2 634 864	22,86%
<i>FINORA</i> ⁽¹⁾	2 773 680	34,75%	2 773 680	24,07%
Sous-total famille Milchior	4 222 612	52,90%	5 408 544	46,93%
Famille Tarica	1 196 705	14,99%	2 352 910	20,42%
Sous-total Concert	5 419 317	67,89%	7 761 454	67,34%
Inteco ⁽²⁾	583 037	7,30%	1 166 074	10,12%
Linto ⁽²⁾	564 275	7,07%	1 128 550	9,79%
Auto-détention	0	0,00%	0	0,00%
Public	1 415 918	17,74%	1 469 172	12,75%
TOTAL	7 982 547	100,00%	11 525 250	100,00%

(1) *Finora est détenue par la famille Milchior.*

Source Etam Développement

(2) *Holding financier de droit américain contrôlé par la famille Lindemann.*

À la connaissance de la Société, il n'existe aucun autre actionnaire détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5% du capital et des droits de vote de la Société.

5.3 Restrictions statutaires

Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions.

5.4 Participations directes ou indirectes dans le capital de la Société

A la connaissance de la Société, à la date du présent projet de note en réponse, le capital social d'Etam Développement est réparti ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 5.2 ci-dessus.

Au cours des douze derniers mois, aucune déclaration de franchissement de seuil ou d'opération sur titres n'a été portée à la connaissance de la Société.

5.5 Titres comportant des droits de contrôle spéciaux

Il n'existe pas de droit de contrôle spéciaux. Toutefois, il existe un droit de vote double.

L'assemblée générale du 24 mars 1997 a modifié les statuts de la Société et précisé qu'un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles est justifiée une inscription nominative au nom d'un même actionnaire depuis 4 ans au moins, ainsi qu'aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices et primes d'émission, à raison d'actions bénéficiant de ce droit. Ce droit de vote double cesse dès lors que les actions qui en bénéficient font l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis tout transfert du nominatif au nominatif par voie de succession ou donation familiale.

5.6 Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ces derniers

Il n'existe pas de mécanisme de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ces derniers.

5.7 Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote

Les membres du groupe familial Milchior (familles Milchior et Tarica) ont signé en date du 31 juillet 2006 un engagement collectif de conservation de titres conformément à l'article 787 B du Code général des impôts, aux termes duquel ils se sont engagés à conserver collectivement 2 364 792 actions Etam Développement. Ces actions représentent aujourd'hui 29,6 % des droits financiers et 20,52 % des droits de vote attachés aux actions émises par la Société.

Cet engagement collectif a été conclu pour une durée de deux ans à compter du 31 juillet 2006. Il est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de deux ans et il est toujours en vigueur.

Il est rappelé que les membres du groupe familial Milchior (familles Milchior et Tarica) agissent de concert.

5.8 Règles applicables à la nomination et au remplacement de la gérance et à la modification des statuts

Les règles de nomination et de révocation de la gérance sont les règles légales et statutaires décrites au paragraphe 5.1.5.

La modification des statuts de la Société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires.

5.9 Pouvoirs de la gérance en particulier l'émission et le rachat d'actions

5.9.1 Émissions d'actions

Le tableau ci-dessous récapitule les délégations et autorisations en matière d'augmentation de capital en cours de validité :

	Montant nominal maximum	Date d'expiration
Assemblée générale du 30 mai 2013		
Délégation de compétence pour augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	175 684 141 €	30-nov-15
Délégation de compétence pour émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription	10 000 000 €	30-nov-15
Délégation de compétence pour émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription	2 400 000 €	30-nov-15
Assemblée générale du 20 mai 2011		
Autorisation d'attribuer des options de souscription ou d'acquisition d'actions	243 386 €	19-juil-14
Autorisation d'attribuer gratuitement des actions	243 386 €	19-juil-14

5.9.2 Rachat d'actions

La gérance a été autorisée par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 30 mai 2013 (cinquième résolution à caractère ordinaire), pour une période expirant lors de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 janvier 2013, à procéder à l'achat, dans la limite légale, des actions de la Société, sans jamais pouvoir détenir plus de 10% du capital de la Société, étant précisé que le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% du capital. Le prix maximum d'achat a été fixé à 30 euros par action et le montant maximal des fonds destinés à la réalisation du programme s'élève à 23 947 620 euros.

Les objectifs du programme de rachat d'actions sont les suivants :

- assurer l'animation du marché de l'action Etam Développement par un prestataire de service d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers,
- conserver en vue de remettre ultérieurement ces actions à titre de paiements ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe,

- attribuer des actions aux salariés et mandataires sociaux autorisés de la société ou de son Groupe, par attribution d'options d'achat d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, ou par attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, ou au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou dans le cadre d'un plan d'actionnariat ou d'un plan d'épargne d'entreprise,
- remettre ses actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par conversion, exercice, remboursement ou échange à l'attribution d'actions de la Société, dans le cadre de la réglementation boursière,
- annuler les actions conformément à l'autorisation conférée par l'assemblée générale des actionnaires ordinaire et extraordinaire du 30 mai 2013 dans sa huitième résolution à caractère extraordinaire.

Les actions acquises au titre de cette autorisation pourront être conservées, cédées ou transférées par tous moyens y compris par voie de cession de blocs de titres et à tout moment y compris en période d'offre publique.

La Société a déposé le 3 septembre 2013 un projet d'offre publique d'achat simplifiée faite aux actionnaires de Etam Développement portant sur 798 254 actions Etam Développement réalisée dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 30 mai 2013.

5.10 Accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société

En cas de changement de contrôle de la Société, toutes les sommes dues au titre du crédit multilatéral dit « Club Deal 2012 » signé en décembre 2012, et du placement privé de type « Schuldscheindarlehen » de juillet 2011 deviendraient exigibles de plein droit.

5.11 Accords prévoyant des indemnités pour les membres du conseil de surveillance, de la gérance ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique

Il n'existe pas d'accords particuliers prévoyant des indemnités en cas de cessation des fonctions des gérants.

Le groupe Etam Développement a négocié avec certains de ses dirigeants des indemnités à verser en cas de départ. L'engagement global s'élève à 2,03 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 2,1 millions d'euros au 31 décembre 2011.

6. INTENTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

M. George Lindemann a indiqué qu'il n'apporterait pas ses actions de la Société à l'Offre.

7. RAPPORT DE L'EXPERT INDEPENDANT

Dans le rapport de l'expert indépendant figurant au présent paragraphe 7, le terme « OPRA » signifie OPAS Rachat d'actions tel que ce terme est défini au paragraphe **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

Dans la perspective de l'Offre Publique d'Achat Simplifiée (**OPAS**) initiée par la société holding Finora sur Etam Développement suivie de l'Offre Publique de Rachat d'Actions (**OPRA**) initiée par Etam Développement (**la Société**) sur ses propres actions¹, nous avons été chargés, en qualité d'expert indépendant désigné par le Conseil de Surveillance d'Etam Développement du 18 juillet 2013, de nous prononcer sur le caractère équitable, pour les actionnaires visés par l'opération, du prix d'Offre de **23 €** par action Etam Développement.

Cette désignation et le présent rapport entrent dans le cadre des articles 261-1.I 1² et 261-1.I 3³ du règlement général de l'AMF et de son instruction d'application n°2006-08, elle-même complétée des recommandations AMF du 28 septembre 2006⁴. Il nous a été confirmé par la Société qu'aucun accord particulier susceptible de justifier notre intervention au titre de l'article 261-1 I 4° n'avait été conclu⁵ ; notre désignation en qualité d'expert indépendant s'entend donc exclusivement au sens des articles 261-1 I 1, 261-1 I 2° et 261-1 I 3° du règlement général de l'AMF.

La présente attestation d'équité s'entend au sens de l'article 262-1.I⁶ du règlement général de l'AMF.

¹ Compte tenu de la nature de l'Offre, Etam Développement est en l'occurrence à la fois la Cible dont les titres sont visés par l'Offre et l'Initiateur de cette Offre.

² Extrait concerné de l'article 261-1 I du règlement général de l'AMF :

« La société visée par une offre publique d'acquisition désigne un expert indépendant lorsque l'opération est susceptible de générer des conflits d'intérêts au sein de son conseil d'administration, **de son conseil de surveillance** ou de l'organe compétent, de nature à nuire à l'objectivité de l'avis motivé [...] ou de mettre en cause l'égalité des actionnaires ou des porteurs des instruments financiers qui font l'objet de l'offre.

Il en est ainsi notamment dans les cas suivants :

[...]

1° Lorsque la société visée est déjà contrôlée au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, avant le lancement de l'opération, par l'initiateur de l'offre ;

[...] ».

³ Extrait concerné de l'article 261-1 I du règlement général de l'AMF :

« La société visée par une offre publique d'acquisition désigne un expert indépendant lorsque l'opération est susceptible de générer des conflits d'intérêts au sein de son conseil d'administration [...], de nature à nuire à l'objectivité de l'avis motivé [...] ou de mettre en cause l'égalité des actionnaires ou des porteurs des instruments financiers qui font l'objet de l'offre.

Il en est ainsi notamment dans les cas suivants :

[...]

3° Lorsque l'actionnaire qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce n'apporte pas ses titres à une offre publique de rachat lancée par la société sur ses propres titres ;

[...] ».

⁴ Recommandations modifiées le 19 octobre 2006 et le 27 juillet 2010.

⁵ Extrait concerné de l'article 261-1 I du règlement général de l'AMF :

« 4° Lorsqu'il existe une ou plusieurs opérations connexes à l'offre susceptibles d'avoir un impact significatif sur le prix ou la parité de l'offre publique considérée. »

⁶ Extrait de l'article 262-1.I : « L'expert indépendant établit un rapport sur les conditions financières de l'offre ou de l'opération dont le contenu est précisé par une instruction de l'AMF. Ce rapport contient notamment la déclaration d'indépendance ..., une description des diligences effectuées et une évaluation de la société concernée. La conclusion du rapport est présentée sous la forme d'une attestation d'équité ».

Indépendance

Ledouble SA est indépendant d'Etam Développement, de ses actionnaires de référence, ainsi que de Natixis, établissement présentateur de l'Offre :

- Ledouble SA n'a aucun lien juridique ou financier avec Etam Développement ou ses actionnaires ;
- Nous ne nous trouvons dans aucune des situations de conflit d'intérêt au sens des articles 261-4 du règlement général de l'AMF et 1 de l'instruction AMF n° 2006-08 du 25 juillet 2006 ; à titre informatif, figure en **annexe 6** la liste des expertises et analyses financières indépendantes réalisées par Ledouble SA au cours des dernières années écoulées, avec l'indication des établissements présentateurs des opérations concernées⁷ ;
- Nous considérons que la mission qui nous est confiée ne nous conduit pas à intervenir de façon récurrente avec l'établissement présentateur⁸.

Conformément à l'article 261-4 du règlement général de l'AMF, nous attestons donc de l'absence de tout lien passé, présent ou futur connu avec les personnes concernées par l'Offre telle que décrite ci-dessous (§ 1) et leurs conseils, susceptible d'affecter notre indépendance et l'objectivité de notre jugement lors de l'exercice de notre mission ; nous avons donc été en mesure d'accomplir cette mission en toute indépendance.

Les compétences de l'équipe qui a réalisé l'expertise sont mentionnées en **annexe 5**.

Diligences effectuées

Nous avons effectué nos diligences conformément aux dispositions des articles 262-1 et suivants du règlement général de l'AMF, de son instruction d'application n°2006-08 du 25 juillet 2006 relative à l'expertise indépendante et des recommandations de l'AMF du 28 septembre 2006⁹. Le programme de travail mis en œuvre et le montant des honoraires perçus dans le cadre de la présente mission sont indiqués en **annexe 1** et le calendrier d'intervention en **annexe 2**.

La base documentaire ayant servi de support à nos travaux figure en **annexe 4**.

Pour l'essentiel, nos diligences ont consisté en la prise de connaissance de l'activité et de l'environnement de la Société et, au terme d'un diagnostic à partir de ces informations, en une valorisation multicritères d'Etam Développement ainsi qu'en une analyse de la prime induite par le prix d'Offre sur les différents critères d'évaluation.

Ces diligences ont comporté notamment :

⁷ Cette déclaration d'indépendance vaut pour les associés et salariés de Ledouble SA ayant participé à la mission, et dont les profils figurent en **annexe 5**.

⁸ Au sens de l'article 261-4 I du règlement général de l'AMF.

⁹ Recommandations modifiées le 19 octobre 2006 et le 27 juillet 2010.

- l'analyse des modalités de déroulement de l'Offre, sur la base d'entretiens avec des représentants Etam Développement et de Natixis¹⁰ ; la liste de nos contacts figure en **annexe 3** ; ainsi que les projets de note d'information élaborés par l'Initiateur puis par la Société en réponse ;
- l'examen des rapports annuels de la Société ainsi que de l'information réglementée accessible sur son site Internet ; notamment la prise de connaissance du rapport du commissaire aux comptes portant sur la revue limitée des comptes semestriels consolidés de la Société au 30 juin 2013 ;
- l'intégration dans nos modèles de valorisation, des données prévisionnelles de 2013 à 2016 élaborées par le management d'Etam Développement ;
- l'exploitation des autres informations issues de nos propres bases de données, notamment l'étude d'un échantillon de sociétés cotées que nous avons jugé comparables, présentée en **annexe 7** ;
- le recoupement entre les différentes méthodes de valorisation employées pour évaluer l'action Etam Développement et une analyse de la sensibilité des résultats à la variation des principaux paramètres d'évaluation ;
- la confrontation de nos travaux avec ceux effectués par l'établissement présentateur ;
- la prise de connaissance des éléments relatifs à l'OPRA intervenue en 2010, par la consultation des notes d'informations et des accords conclus dans le cadre de cette opération antérieure à la présente OPAS suivie d'une OPRA.

Affirmations obtenues

Nous avons obtenu des confirmations du management de la Société, sur l'absence :

- d'éléments de nature à porter atteinte à l'objectivité du prix de l'Offre et à modifier substantiellement la valeur des actions visées par l'Offre ;
- de tout dispositif pouvant s'assimiler à un complément de prix pouvant bénéficier à un actionnaire ou un groupe d'actionnaires en particulier.

Conformément à la pratique usuelle en matière d'expertise indépendante, nos travaux d'évaluation n'avaient pas pour objet de valider les informations historiques et prévisionnelles utilisées, dont nous nous sommes limités à vérifier la vraisemblance et la cohérence. A cet égard, nous avons considéré que l'ensemble des informations qui nous ont été communiquées par nos interlocuteurs dans le cadre de notre mission était fiable et transmis de bonne foi, en particulier les données prévisionnelles.

¹⁰ Etablissement présentateur de l'Offre.

Le management de la Société nous a confirmé l'absence d'accord écrit ou engagement verbal, explicite ou tacite, régissant l'Offre autre que la documentation recensée dans la note d'information¹¹.

Plan du rapport

Nous présenterons successivement :

- les objectifs et le périmètre de l'Offre (§ 1) ;
- l'activité et l'environnement d'Etam Développement (§ 2) ;
- notre évaluation multicritères de l'action Etam Développement (§ 3) et la synthèse de ces travaux (§ 4) ;
- nos observations sur les éléments de valorisation de l'établissement présentateur (§ 5).

La conclusion constitue en soi l'attestation d'équité pour les actionnaires Etam Développement visés par l'Offre (§ 6).

Les montants ci-après sont susceptibles d'être exprimés en euros (€), milliers d'euros (k€) ou millions d'euros (M€).

Nous nous référons dans la présentation de nos travaux de valorisation du titre Etam Développement à des primes induites par les différents critères d'évaluation sur le prix d'Offre de 23 € proposé aux actionnaires visés par l'Offre.

1. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

1.1 Société dont les titres sont visés par l'Offre

Etam Développement, dont les titres sont visés par l'opération, est constituée en Société en Commandite par Actions, au capital de 12 169 313 €, sise 78 rue de Rivoli, 75004 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 308 382 035 depuis le 26 juillet 1991 et clôture son exercice social à la fin de l'année civile.

La société est cogérée par trois commandité-gérants : Monsieur Pierre Milchior, Madame Marie-Claire Milchior-Tarica et Monsieur Laurent Milchior.

Les actions composant le capital d'Etam Développement, actuellement au nombre de 7 982 547 (§ 1.3.1), sont admises depuis 1997 aux négociations sur le compartiment C du marché réglementé NYSE Euronext¹².

Au 30 juin 2013, Finora détient 2 773 680 actions Etam Développement, représentant 34,75% du capital et 24,07% des droits de vote de la Société.

¹¹ Note d'information émise conformément à l'article 231-13 du règlement général de l'AMF.

¹² Sous le code ISIN FR0000035743.

Par ailleurs, Finora est membre, avec les familles Milchior et Tarica, du Concert qui détient 5 419 317 actions de la Société représentant 67,89% de son capital et 67,34% de ses droits de vote.

L'Offre, qui est constituée de deux opérations consécutives, porte :

- pour l'OPAS, sur l'intégralité des actions de la société émises et non détenues par le Concert, soit 2 563 230 actions, représentant 32,11% du capital et 32,66% des droits de vote de la Société ;
- pour l'OPRA qui suivra, sur 798 254 actions Etam Développement, soit 10% du capital de la Société.

1.2 Objectifs de l'Offre

L'Offre intègre deux opérations successives.

1.2.1 OPAS

L'objectif de l'OPAS est d'offrir aux actionnaires de la Société une liquidité satisfaisante que le marché, dans le contexte actuel, ne parvient pas à leur proposer.

Les capacités financières de la Société au regard de ses besoins présents et à venir ne lui permettant pas de faire une offre publique de rachat d'actions portant sur une part supérieure à 10% du capital social de la Société, Finora a accepté de compléter l'offre de liquidité proposée par Etam Développement dans l'OPRA qui suivra.

En conséquence, l'OPAS initiée par Finora précède l'OPRA afin de permettre à tous les actionnaires de la Société de pouvoir céder leurs actions Etam Développement dans des conditions satisfaisantes sans risque de réduction de leur apport.

Le projet d'OPAS a fait l'objet d'une annonce en date du 29 août 2013¹³.

1.2.2 OPRA

Comme pour l'OPAS, l'objectif de l'OPRA est d'offrir aux actionnaires de la société une liquidité satisfaisante.

Les capacités financières de la société ne lui permettent pas de faire une offre publique de rachat d'actions portant sur une part supérieure à 10% du capital social de la Société.

En conséquence, l'OPRA porte sur 798 254 actions Etam Développement, soit 10% du capital.

Le projet d'OPRA a fait l'objet d'une annonce en date du 29 août 2013¹⁴.

¹³http://www.etamdeveloppement.com/fr/finance/documents/CP_Etam_resultats_semestriels_2013.pdf.

¹⁴http://www.etamdeveloppement.com/fr/finance/documents/CP_Etam_resultats_semestriels_2013.pdf.

1.3 GÉOGRAPHIE DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AVANT L'OFFRE

1.3.1 Nombre d'actions et de droits de vote

Au 30 juin 2013, la répartition du capital et des droits de vote au sein d'Etam Développement est la suivante :

Actionnariat - au 30/06/2014				
Actionnaire	Nombre de titres	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Famille Milchior	1 448 932	18,2%	2 634 864	22,9%
Finora	2 773 680	34,7%	2 773 680	24,1%
Total Famille Milchior	4 222 612	52,9%	5 408 544	46,9%
Famille Tarica	1 196 705	15,0%	2 352 910	20,4%
INTECO ¹	583 037	7,3%	1 166 074	10,1%
LINTO ¹	564 275	7,1%	1 128 550	9,8%
Flottant	1 415 918	17,7%	1 469 558	12,8%
Total	7 982 547	100,0%	11 525 636	100,0%

¹ Holdings financiers de droit américain

Finora est une holding dont le capital et les droits de vote sont intégralement détenus par la famille Milchior. Elle est l'initiatrice de l'OPAS et dispose de 2 773 680 actions et droits de vote Etam Développement, représentant respectivement 34,7% du capital et 24,1% des droits de vote de la Société.

La famille Milchior détient également directement 1 448 932 actions de la Société représentant 18,15% de son capital et 22,86% de ses droits de vote.

Les familles Milchior et Tarica ont le contrôle du capital et des droits de vote d'Etam Développement et agissent de concert depuis l'introduction en bourse de la société. Ce Concert possède 5 419 317 actions de la Société représentant 67,89% de son capital et 64,34% de ses droits de vote.

Par ailleurs, deux sociétés de droit américain, Inteco et Linto, détiennent respectivement 7,30% et 7,07% des actions et respectivement 10,12% et 9,79% des droits de vote de la Société.

Aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5% du capital et des droits de vote de la Société.

Il n'existe pas de droit de contrôle spécifique à l'exception d'un droit de vote double attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles est justifiée une inscription nominative au nom d'un même actionnaire depuis une durée minimale de quatre ans, ainsi qu'aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission, à raison des actions bénéficiant de ce droit.

Ce droit de vote double cesse dès lors que les actions en bénéficiant font l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert. Il n'en est donc pas tenu compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital.

1.3.2 Instruments donnant accès au capital

La Société n'a mis en place aucun instrument dilutif.

1.4 PÉRIMÈTRE DE L'OFFRE ET NOMBRE POTENTIEL D'ACTIONS

1.4.1 OPAS

L'Offre couvre la fraction du capital d'Etam Développement non détenue par le Concert, soit 2 563 230 actions (§ 1.1).

L'Offre sera financée par recours à un crédit bancaire auprès de Natixis.

Les sociétés Inteco et Linto, ainsi que Monsieur George Lindemann, se sont engagés à ne pas apporter leurs titres à l'Offre.

1.4.2 OPRA

L'Offre porte sur un maximum de 798 254 actions Etam Développement, soit 10% du capital social de la Société.

Comme mentionné dans la note d'opération d'OPRA, les actionnaires de la Société ont pris les engagements suivants :

- Messieurs Pierre Milchior, Laurent Milchior et George Lindemann et les sociétés Inteco et Linto se sont engagés à ne pas apporter leurs titres à l'Offre ;
- Madame Marie-Claire Milchior-Tarica apportera 40 500 actions à l'Offre ;
- la société FINORA s'est engagée à conserver un minimum de 5% du capital de la Société qui seraient apportés à l'OPAS et peut apporter à l'OPRA les titres acquis dans le cadre de l'OPAS jusqu'à 10% du capital de la Société.

Dans l'hypothèse où le nombre d'actions présentées en réponse à l'OPRA serait supérieur à 798 254, les règles de réduction propres à l'offre publique d'achat simplifiée s'appliqueront et il sera procédé, pour chaque actionnaire, à une réduction de sa demande proportionnellement au nombre d'actions présentées à l'OPRA.

Ces éléments sont détaillés dans la note d'opération OPRA en son § 1.3.7.

2. PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT D'ETAM DÉVELOPPEMENT

Nous nous sommes employés, préalablement à l'évaluation multicritères de la Société et de son titre (§ 3), à établir un diagnostic à partir d'informations sectorielles, de marché et financières, afin de dégager les principales forces et faiblesses d'Etam Développement ainsi que les opportunités et menaces auxquelles la Société est confrontée sur son marché¹⁵.

¹⁵ Cf. matrice Swot (§ 2.3.4).

2.1 POSITIONNEMENT D'ETAM DÉVELOPPEMENT SUR SON SECTEUR

2.1.1 Activité et structure du Groupe¹⁶

La société Setamil, exploitant des boutiques de lingerie en Belgique, a été créée en 1925 par Martin Milchior. Elle est devenue Etam Développement en 1997.

Successivement, le groupe s'est développé dans le prêt-à-porter sous la marque Etam en 1963 puis 1.2.3 en 1983.

En 1995, Etam Développement a débuté son implantation à l'étranger avec l'ouverture de magasins en Chine puis en Europe de l'Ouest et de l'Est.

Le groupe compte désormais 4 523 points de vente (incluant les franchises internationales) qui sont essentiellement géographiquement implantés en France (726 points de vente) et en Chine (3 355 points de vente). Le groupe n'est pas présent sur le continent américain.

En Europe, le groupe opère en Europe sous les marques suivantes :

Etam est la principale marque du groupe avec 912¹⁷ points de vente et un chiffre d'affaires de près de 620 M€. La marque est présente sur le marché de la lingerie sous les marques Etam et Undiz (entrée de gamme destinée aux jeunes) et sur celui du prêt-à-porter ;

1.2.3 est une marque de prêt-à-porter de milieu de gamme qui compte un parc de 256 magasins et réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 160 M€.

En Chine, un chiffre d'affaires de 440 M€ positionne le Groupe comme le 5^{ème} distributeur de vêtements féminins au travers des marques Etam, Etam Week-End, ES, Etam Lingerie, E-Homme et E-Kids.

2.1.2 Politique d'expansion

La stratégie d'Etam Développement est différenciée sur ces deux zones principales d'activité à savoir l'Europe (essentiellement la France) et la Chine.

Les prévisions d'activité Europe se caractérisent par :

- une conquête de parts de marché en lingerie via une extension et un repositionnement des points de vente en France comme à l'international, associé à l'élargissement de l'offre produits pour Etam (chaussant dans un premier temps) ;
- l'internationalisation des marques 1.2.3 et Undiz.

En Chine, le Groupe souhaite capitaliser sur les racines françaises de la marque Etam en montant en gamme et en « européenisant » son offre sur l'ensemble des marques, notamment la lingerie. Etam Développement entend également développer son activité e-commerce ainsi que son réseau de magasins dans les centres commerciaux.

¹⁶ Source : <http://www.etamdeveloppement.com/fr/home.php>.

¹⁷ Incluant la France et l'étranger.

2.2 CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

Nous nous concentrons, ci-après, sur les caractéristiques des marchés français et chinois de l'habillement féminin (prêt-à-porter et petites pièces) et de la lingerie, dans la mesure où le Groupe réalise encore 56% de ses ventes en France¹⁸ et 36% en Chine.

2.2.1 Marché du prêt-à-porter féminin français

2.2.1.1 Présentation du marché

Le marché de l'habillement féminin en France a représenté en 2011 un volume annuel de 9,8 Md€, en décroissance depuis 2007¹⁹ et s'établit à 40% du marché de l'habillement.

Le marché de l'habillement est fortement corrélé à l'évolution du PIB. Avec la dégradation de l'économie (croissance réelle négative attendue du PIB de -0.3%²⁰ en 2013), des dépenses « contraintes » (alimentation ou logement) en progression, les mesures d'austérité induites par la crise de la dette et la montée du chômage, les arbitrages des ménages se font moins en faveur des vêtements mais plutôt sur des produits technologiques, des loisirs ou de la santé.

Dans ce contexte, le prêt-à-porter féminin demeure le segment le plus touché (par rapport à la mode masculine et enfantine) et son recul devrait encore s'aggraver l'an prochain, avec un repli qui pourrait atteindre 3,5% après une baisse estimée à 3,1% en 2012²¹.

Pour les six premiers mois de l'année 2013, la consommation d'articles d'habillement et de textiles a enregistré un recul de 2,3% en valeur à surface comparable par rapport à la même période de 2012²².

Les acteurs du marché, dont les produits sont pour la plupart fabriqués en dehors de l'hexagone, sont exposés aux variations des cours de change € / USD et des prix des matières premières. A titre indicatif, le cours du coton, après avoir subi une forte pression en 2011, s'établit aujourd'hui autour de 0,93 \$ la livre

2.2.1.2 Acteurs du marché et stratégies

Le marché de la distribution de prêt-à-porter féminin en France s'organise autour de trois types de circuits :

- les chaînes spécialisées (38,2% de part de marché), dont Etam fait partie avec des marques comme H&M, Zara, Camaieu, Promod, Caroll... ;
- les magasins indépendants multimarques (23,4% de part de marché) ;
- les circuits non spécialisés incluant :

¹⁸ 64% des ventes sont réalisées au sein de l'Europe.

¹⁹ Source : Xerfi – Mars 2012 – dernières données disponibles.

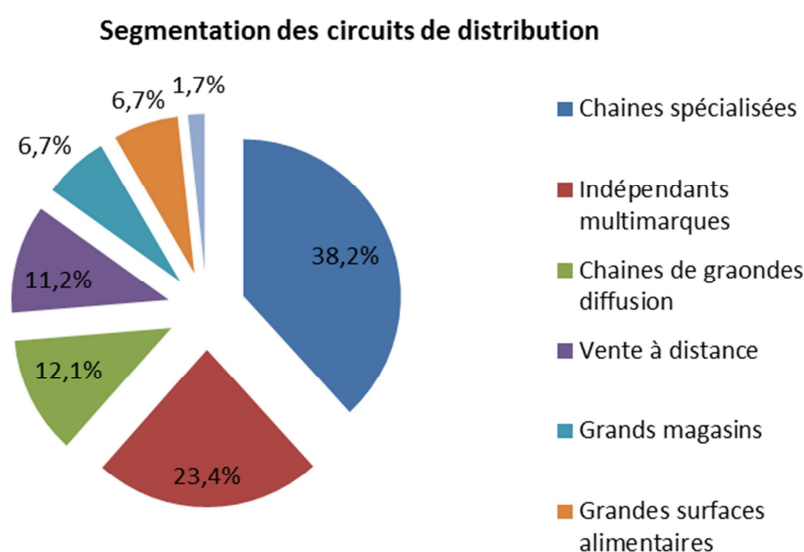
²⁰ Source : OCDE – Mai 2013.

²¹ Source : IFM – Novembre 2012.

²² Source : IFM – Juin 2013.

- o les chaînes de grande diffusion (12,1% de part de marché) avec La Halle, Kiabi, Gémoo...,
- o la vente à distance (11,2% de part de marché),
- o les grandes surfaces à prédominance alimentaire (6,7% de part de marché),
- o les grands magasins (6,7% de part de marché) incluant par exemple Galeries Lafayette, Printemps, Le Bon Marché,
- o les magasins populaires (1,7% de part de marché).

Les chaînes spécialisées et les magasins indépendants multimarques de grande diffusion dominent largement le marché avec plus de 60% des parts de marché.



Les enseignes spécialisées dans l'habillement féminin cherchent à trouver de nouveaux leviers de croissance et à conquérir des parts de marchés notamment :

- en menant des politiques d'extensions de leurs réseaux par une augmentation du nombre des points de vente, l'objectif étant d'améliorer non seulement leur couverture du marché mais également de générer des économies d'échelle au niveau des coûts d'approvisionnement ;
- en créant de nouveaux concepts et enseignes : différenciation, élargissement de l'offre à d'autres produits (chaussures, accessoires...), collections capsules ou particulières ;
- en développant une offre d'e-commerce, la quasi-totalité des enseignes de prêt-à-porter féminin étant positionnées sur le segment internet.

De leur côté, les enseignes non spécialisées ont également modifié leurs stratégies afin de s'adapter aux nouvelles évolutions du marché :

- Les grandes surfaces alimentaires (GSA) et les magasins dits « populaires » repensent leurs espaces « textile » pour disposer de véritables espaces de vente dédiés à l'habillement proches du « concept-stores » des enseignes spécialisées.
- Les enseignes internet proposent des grandes marques et/ou leurs propres collections de prêt-à-porter et se tournent vers les réseaux sociaux.

Les grands magasins, positionnés haut de gamme, continuent à surperformer le marché suite à une augmentation de la fréquentation touristique étrangère.

En revanche, les magasins indépendants multimarques connaissent une décélération de leur activité avec le repli structurel de la demande, les pressions concurrentielles et la difficulté de compresser certains postes de leurs charges.

2.2.2 Marché de la lingerie en France

2.2.2.1 Présentation du marché

Le marché de la lingerie féminine en France, qui occupe 12,1% du marché de l'habillement, a représenté en 2011 un volume annuel de 3 Md€, en repli de 1 % par rapport à 2010 mais en progression de 7,6% sur la période 2000-2011²³.

La France est le premier marché de la lingerie en Europe devant l'Allemagne et l'Italie.

Les dépenses de lingerie sont fortement soumises aux arbitrages de consommation. Le contexte économique défavorable, avec un pouvoir d'achat des ménages sous pression, a pesé sur le budget dédié aux achats d'articles de lingerie. La forte sensibilité aux prix a orienté les consommateurs vers les soldes ou les promotions et les articles importés moins haut de gamme aux prix plus attractifs.

Dans ce contexte, il est anticipé une poursuite du repli du marché de la lingerie (-1.5% en 2012)²⁴.

Les matières premières, et principalement le coton, qui représentent la principale charge d'exploitation des fabricants d'articles de lingerie, ont vu leurs prix s'envoler ces dernières années (cf. § 2.2.1.1). Associée à la faible répercussion dans les prix auprès des distributeurs due à la forte pression concurrentielle des pays asiatiques, la situation financière des fabricants apparaît moins favorable.

2.2.2.2 Acteurs du marché et stratégies

La distribution d'articles de lingerie rassemble un grand nombre de distributeurs. Les grandes surfaces alimentaires (GSA) le dominent largement, avec 36,4% de parts de marché, loin devant les enseignes spécialisées (16,1%) et les magasins indépendants multimarques (12,5%). Les GSA s'appuient sur un positionnement de prix attractif et de nouveaux espaces de vente dédiés à la lingerie proches du concept-stores des enseignes spécialisées.

²³ Source : Xerfi – Avril 2012.

²⁴ Source : Xerfi – Avril 2012.

Les chaînes spécialisées sont devenues des acteurs incontournables dans le secteur. Etam Lingerie domine le circuit, suivie par Rouge Gorge Lingerie, Darjeeling et Princesse TamTam. Leur stratégie de développement repose sur l'extension de leurs parcs de vente en renforçant le maillage du territoire afin d'accroître les volumes. Les autres leviers de croissance sont, d'une part, le renouvellement fréquent de l'offre de sous-vêtements et, d'autre part, l'élargissement de la gamme aux articles balnéaires, aux sous-vêtements masculins, aux vêtements d'intérieur (« *cocoonwear* » et « *loungewear* ») et aux cosmétiques. Ces enseignes misent également sur Internet en lançant leurs propres sites marchands afin de commercialiser leurs produits mais également de communiquer sur le lancement de leurs collections.

Les magasins indépendants multimarques ont perdu du terrain face aux chaînes spécialisées. Ils sont particulièrement vulnérables à la baisse de la demande malgré l'importance de la dimension conseil. L'absence de centrale d'achat les confronte à une difficulté pour proposer des prix attractifs tout en préservant leurs marges.

La vente à distance (10,8% de part de marché) regroupent les « veadistes » traditionnels qui se sont adaptés à l'essor du e-commerce et proposent plusieurs marques. De nouveaux acteurs sont également apparus.

Les grandes surfaces de prêt-à-porter (9,4% de part de marché) proposent une offre de sous-vêtement dans leurs points de vente et sur leurs sites internet.

Les magasins dits populaires (8,1% de part de marché) ont renforcé leur présence en développant leurs marques de distribution tout en multipliant des partenariats avec des créateurs.

Les grands magasins (6,7% de part de marché) profitent de la fréquentation touristique étrangère mais sont potentiellement pénalisés par leur positionnement haut de gamme.

2.2.3 Le marché chinois

2.2.3.1 Le marché du prêt à porter

En 2012, le marché de l'habillement féminin en Chine est estimé à environ 47 milliards de dollars, soit une croissance annuelle de plus de 7% entre 2008 et 2012²⁵ (contre une croissance supérieure à 20% pour le marché total de l'habillement).²⁶

Avec la poursuite de la croissance du revenu disponible, la population chinoise rurale et urbaine consacre respectivement 7% et 11% de leurs dépenses en vêtements.

Les principaux canaux de distribution sont les grands magasins (38%) et les magasins spécialisés (28%).

2.2.3.2 Le marché de la lingerie

²⁵ Source : « Womenswear in China – ReportLinker – Février 2013.

²⁶ Source : China's apparel market, 2012 – Li & Fung Research Centre.

Depuis le milieu des années 90, le marché de la lingerie en Chine s'est transformé et développé.

Après avoir été longtemps perçus comme des vêtements de nécessité, la lingerie est désormais considérée comme un vêtement à part entière et un symbole de séduction et de luxe.

En 2012²⁷, le marché de la lingerie serait estimé à 2 milliards d'euros et progresserait de 20% par an depuis 2009.

Aujourd'hui, les chinoises consacraient environ 10% de leurs dépenses vestimentaires à la lingerie. Le marché est composé de marques internationales (60% du marché) et de marques nationales et asiatiques (40% du marché).

2.2.3.3 Le e-commerce en Chine

En à peine cinq ans, le B2C (*Business-to-Consumer*) est devenu un acteur important dans la distribution en Chine.

Le marché chinois de l'e-commerce devrait atteindre en 2014 environ 175 milliards de dollars.

En 2012, les ventes en ligne de vêtement ont atteint 50 milliards de dollars²⁸.

Néanmoins, la logistique demeure un gros défi que les acteurs du monde du e-commerce en Chine tentent d'améliorer afin de toucher plus de clients, notamment les personnes vivant dans des régions géographiques vastes et lointaines.

2.3 ÉVOLUTION D'ETAM DÉVELOPPEMENT

2.3.1 Analyse de l'activité et de la rentabilité

Le Groupe compte un effectif d'environ 22 000 personnes.

Au regard de l'information consolidée, l'activité et la rentabilité d'Etam Développement, exprimée en Excédent Brut d'Exploitation (EBITDA²⁹) ou Résultat d'Exploitation ou Opérationnel Courant (EBIT³⁰), a connu l'évolution suivante depuis 2008, en valeur brute et en valeur relative rapportée au chiffre d'affaires :

En M€	2008	2009	2010	2011	2012	1S 2013	CAGR
Chiffre d'affaires	987	1020	1127,1	1184,1	1217	597	5,4%
Var en %		3,3%	10,5%	5,1%	2,8%		
EBITDA	91,3	90,6	110,5	89,3	100	41	2,3%
Marge EBITDA	9,3%	8,9%	9,8%	7,5%	8,2%		
EBIT	37,3	43,9	52,8	41,5	42	18	3,0%
Marge EBIT	3,8%	4,3%	4,7%	3,5%	3,5%		

²⁷ <http://www.marketing-chine.com/chine/le-marche-de-la-lingerie-en-chine>. <http://poudreparticuliere.blogspot.fr/2012/11/lingerie-chinois-et-intime-apercu-du.html>.

²⁸ <http://www.marketing-chine.com/analyse-marketing/les-ventes-en-ligne-de-vetements-de-la-chine-ont-atteint-50-milliards-de-dollars>.

²⁹ Excédent Brut d'Exploitation (EBE) ou *Earnings Before Interest Taxes Depreciation & Amortization* (EBITDA).

³⁰ Résultat d'exploitation ou Résultat Opérationnel Courant ou *Earnings Before Interests & Taxes* (EBIT).

La forte hausse du chiffre d'affaires pour 2010 est imputable à l'activité en Chine (+38,1% et 15,9% à périmètre et taux de change constant) alors que l'Europe était en perte de croissance (+1,2% et -1% à périmètre et taux de change constant).

En 2011, dans un contexte de crise économique en Europe, le Groupe a continué sa progression de chiffre d'affaires associée à un recul de son résultat opérationnel courant. L'année a été marquée par la contre-performance de l'enseigne 1.2.3 (marge opérationnelle courante de -11,4% vs -4,3% en 2010), le changement des équipes de Direction de 1.2.3 et de l'activité lingerie d'Etam alors que la Chine a continué de dégager une rentabilité d'exploitation satisfaisante malgré, d'une part, le tassement de la croissance à magasins constants et, d'autre part, l'inflation des coûts, avec une marge opérationnelle courante de 5,9% (contre 8,1% en 2010).

En 2012, le chiffre d'affaires a progressé de 2,8% correspondant à une baisse de 3,4% à périmètre et taux de change constant. L'Europe a profité de la bonne tenue de la marque 1.2.3 et a présenté une bonne résilience dans un marché en baisse. Le marché chinois a été dopé par un taux de change positif qui a masqué les difficultés opérationnelles de la zone.

La baisse constante de l'activité en Chine est liée :

- à une différenciation insuffisante et un manque d'attractivité des marques du Groupe,
- à l'évolution des canaux de distribution (augmentation des parts de marché des centres commerciaux et d'Internet),
- à l'accentuation de la concurrence des acteurs locaux et internationaux,
- au ralentissement de la croissance de la consommation textile.

Le taux de croissance annuel moyen cumulé du chiffre d'affaires sur la période 2008-2011 est ainsi de 5,4%, contre 2,3% pour l'EBITDA et 3% pour l'EBIT.

Il apparaît ainsi que l'augmentation du volume d'affaires ne se répercute pas intégralement sur la rentabilité.

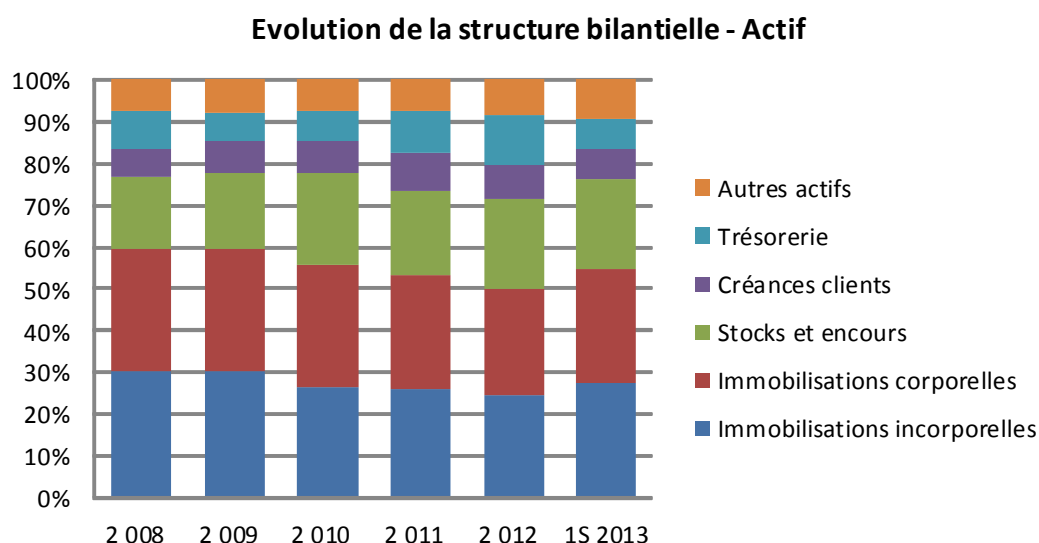
Au 1^{er} semestre 2013, Etam Développement présente un chiffre d'affaires en progression de 0,7% à 597 M€ et une rentabilité relativement stable par rapport au 1^{er} semestre 2012. L'Europe affiche une bonne résilience en termes d'activité et de marge opérationnelle alors que la Chine enregistre une baisse de son activité en raison de la poursuite des problèmes structurels du groupe (évolution des canaux de distribution, positionnement des marques...).

	30/06/2012			30/06/2013		
	Europe	Chine	1S 2012	Europe	Chine	1S 2013
Chiffre d'affaires	375,102	217,607	592,7	384,803	211,999	597
Var en %				2,6%	-2,6%	0,7%
Marge brute	223,64	123,209	346,8	227,444	116,948	344
Var en %				1,7%	-5,1%	-0,7%
EBITDA	22,157	18,16	40,3	29,07	12,051	41
Marge EBITDA	5,9%	8,3%	6,8%	7,6%	5,7%	6,9%
EBIT	12,965	6,075	19,0	18,15	0,233	18
Marge EBIT	3,5%	2,8%	3,2%	4,7%	0,1%	3,1%

La valeur du Groupe lors de la précédente OPRA, réalisée en avril 2010, avait été appréciée notamment à l'aide d'un plan d'affaires prévisionnel portant sur la période 2010 à 2013. Dans le contexte de marchés tel que décrit ci-avant, les réalisations de 2010 à 2012 et le budget 2013 pour l'Europe comme pour la Chine apparaissent en retrait par rapport aux anticipations qui avaient été faites, de sorte que la situation actuelle d'Etam Développement est différente de celle qui était prévue début 2010.

2.3.2 Structure de bilan

La structure du bilan consolidé d'Etam Développement depuis 2008 a évolué comme suit :

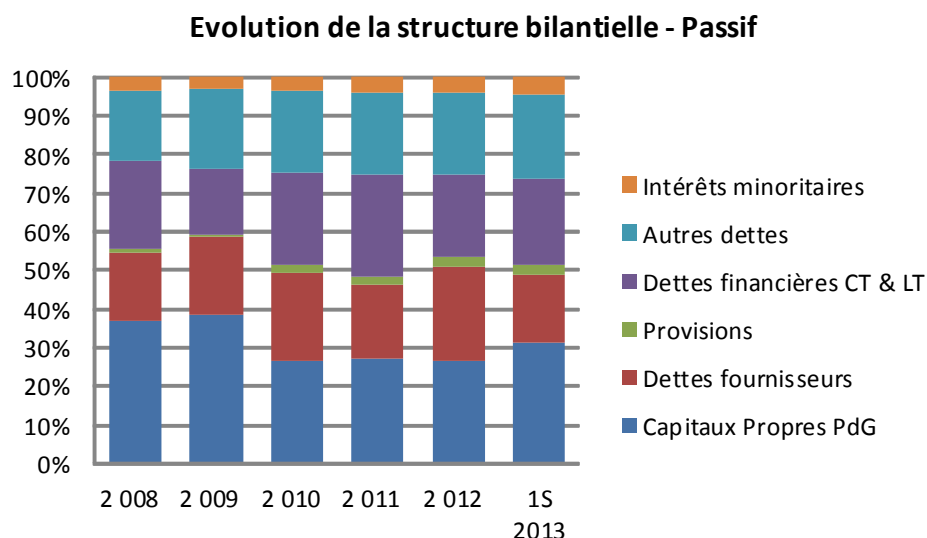


Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à la juste valeur des droits au bail en Europe et représentent également entre 25% et 30% du total du bilan consolidé au cours des cinq dernières années. En effet, en application de la norme IAS 38, le Groupe comptabilise les droits au bail à la juste valeur dans ses comptes consolidés.

Les immobilisations corporelles comprennent pour l'essentiel les murs des magasins détenus en propres ainsi que les agencements et représentent entre 25% et 30% du total du bilan consolidé au cours des cinq dernières années. Les magasins dont le Groupe est propriétaire figurent au bilan consolidé pour leur juste valeur déterminée à chaque clôture à l'aide d'expertises immobilières réalisées en fonction des données du marché.

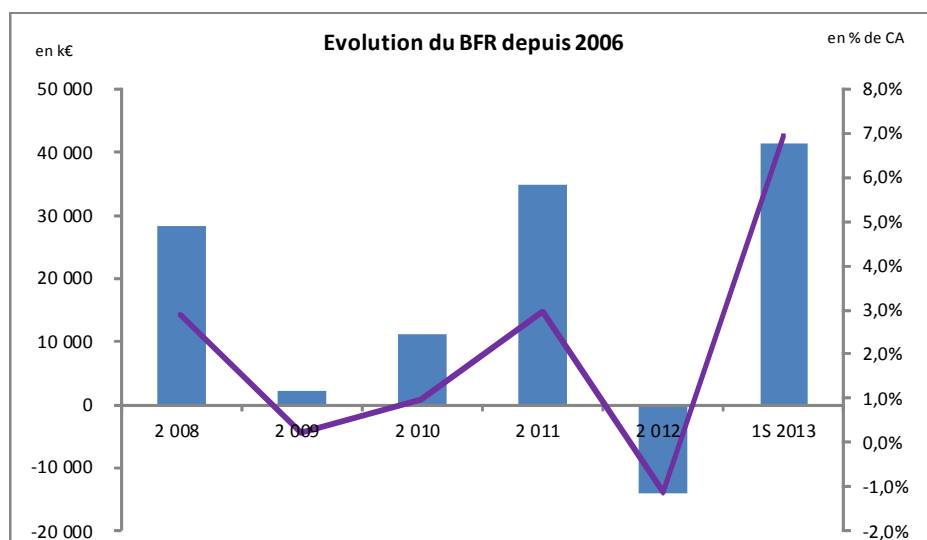
Le métier du Groupe nécessite une expertise spécifique dans les domaines de la logistique et de la gestion des stocks, qui représentent environ 20% du total du bilan consolidé au cours des cinq dernières années.

Le passif se caractérise par l'importance relative des capitaux propres et des dettes financières, respectivement 27% et 24% du total du dernier bilan consolidé :



Historiquement, la société disposait d'un Besoin en Fonds de Roulement (BFR) positif.

Au 31 décembre 2012, Etam Développement a présenté un BFR global négatif de l'ordre de -14 M€ ; le BFR pour l'activité chinoise est le reflet de stocks plus élevés et du paiement différé par les grands magasins dans lesquels les corners sont situés et du chiffre d'affaires après commissions. Au 1^{er} semestre 2013, le BFR est redevenu positif.

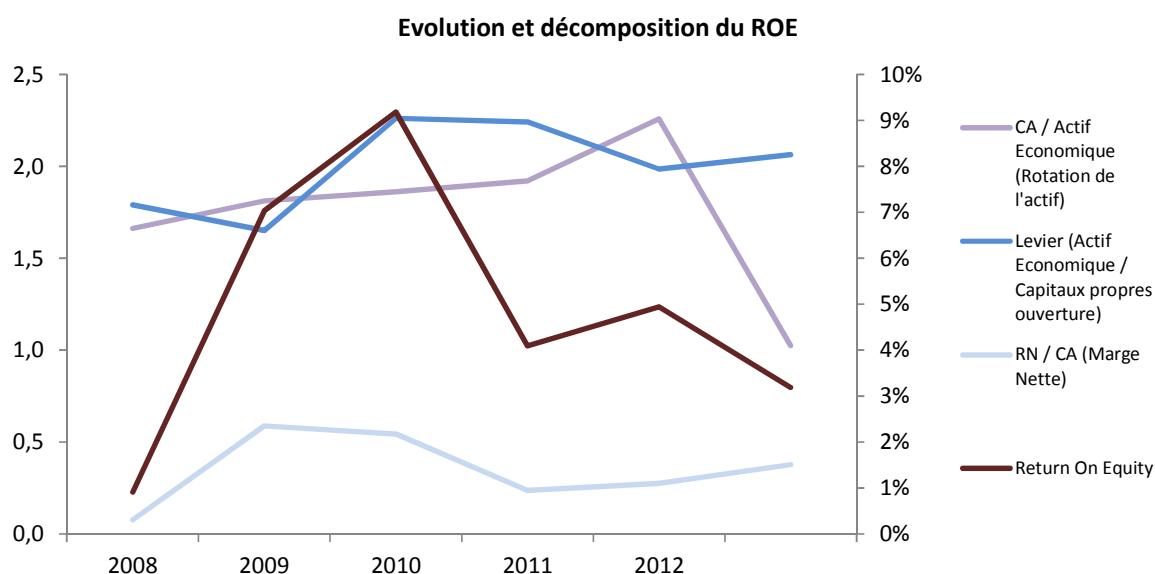


2.3.3 Rentabilité des capitaux propres

La rentabilité des capitaux propres (ROE³¹) d'Etam Développement peut être décomposée en trois facteurs :

- la marge nette (résultat net [RN] / chiffre d'affaires [CA]) ;
- la rotation de l'actif (chiffre d'affaires / actif économique) ;
- le levier financier (actif économique / capitaux propres à l'ouverture de l'exercice).

L'évolution du ROE entre 2008 et 2012 est présentée graphiquement ci-après :



La progression du ROE entre 2008 et 2010 (de 0,9% à 9,2%) peut s'expliquer par la forte amélioration de la marge nette (2,2% en 2010 vs 0,3% en 2008) et le fort levier financier (2,3 en 2010 vs 1,7 en 2008).

La tendance s'est inversée à partir de 2011 avec un tassement prononcé du ROE en raison de l'insuffisante amélioration de l'actif économique qui n'a pas compensé l'érosion de la marge nette (1,1% en 2011) et le tassement du levier financier (2,0 en 2012).

2.3.4 Matrice Swot

En synthèse, la matrice ci-dessous résume les forces et faiblesses de la Société, ainsi que les menaces et opportunités auxquelles elle est confrontée sur son marché :

³¹ Return On Equity.

Forces	Faiblesses
Leadership dans la lingerie en France	Un positionnement trop généraliste pour Etam Prêt-à-porter et un concept devenu flou pour 1.2.3. Un positionnement en Chine qui ne correspond plus aux attentes du marché
Positionnement stratégique des points de vente (centre ville, centres commerciaux) permettant d'attirer un large éventail de consommateurs	L'importance de l'aspect mode et décalé chez Undiz rend le business model risqué (perte d'attractivité immédiate en cas d'échec de la collection)
Développement d'un réseau de commission affiliation permettant d'accélérer le développement du réseau et de réduire les coûts d'approvisionnement	Faible marge d'exploitation et pression de la concurrence
Développement de nouveaux concepts sur Etam (chaussant) et repositionnement de la marque 1.2.3	Besoin en fond de roulement positif Risque de change
Opportunités	Menaces
Repositionnement des points de vente : transfert des grandes surfaces d'Etam PAP vers Etam Lingerie et surfaces plus adaptées aux nouvelles offres	Maturité du marché du prêt-à-porter français et intensification de la concurrence avec une nécessité d'investir dans les prochaines années
Opportunités de croissance à l'international pour les marques 1.2.3 et Undiz et intégration de Market Place (Asos, Top Shop, Net à porter...)	Corrélation du marché à l'évolution du PIB dans une conjoncture difficile se traduisant par un arbitrage défavorable de consommation des ménages envers le secteur de l'habillement
Profiter de l'image de la mode française en Chine mais avec un besoin fort de repositionnement de la marque localement	Le segment de l'habillement féminin est plus sensible aux variations des prix et à la conjoncture et présente des marges moins élevées que les segments de l'habillement masculin et enfants Exposition au risque de variation du coût des matières premières (coton) et des salaires dans les pays d'approvisionnement (Asie).

2.4 CARACTÉRISTIQUES COMPTABLES, FINANCIÈRES ET FISCALES

2.4.1 Observations sur le référentiel comptable

Etam Développement établit ses comptes consolidés selon le référentiel des normes comptables internationales (IFRS), qui s'impose aux sociétés cotées.

Les comptes consolidés annuels au titre du dernier exercice clos le 31 décembre 2012 ont été certifiés sans réserve par les commissaires aux comptes³² ; par ailleurs, sur la base de leur examen limité de l'information financière semestrielle au 30 juin 2013, ces derniers n'ont pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des

³² KPMG Audit et Constantin Associés.

comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

2.4.2 Observations sur l'endettement net

Nos travaux de valorisation analogique et intrinsèque ont été réalisés à l'issue de la clôture des comptes semestriels de l'exercice 2013 ; en revanche les analyses boursières³³ ont été menées au 29 août 2013, jour de l'annonce de l'Offre.

Par conséquent, nous avons retenu le niveau d'endettement net au 30 juin 2013, tel qu'il ressort des comptes semestriels.

Etam Développement opère dans plusieurs zones géographiques identifiées entre l'Europe, d'une part, et la Chine, d'autre part. Ainsi, nous avons distingué la dette financière nette entre celle attachée à l'activité Europe et celle de la Chine.

L'endettement financier consolidé retraité que nous retenons pour la valorisation intrinsèque est constitué de l'endettement financier net corrigé des encaissements et des décaissements attendus hors éléments du besoin en fonds de roulement, ce qui intègre :

- les provisions ainsi que des dépôts et cautions reçus,
- l'impôt différé actif sur les déficits reportables et les provisions,
- les actifs financiers (pour l'essentiel constitués des titres non consolidés et des dépôts et cautions versés),
- les prêts et autres dettes.

Endettement financier net retraité au 30/06/2013 (en M€)

Provisions	35,1
Passifs financiers long terme	183,9
Autres dettes	10,3
Passifs financiers court terme	26,0
Dettes financières	255,4
Actifs à caractère financier	20,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	65,6
Impôts différé actif sur déficits reportables et provisions	7,7

Endettement financier net	161,4
----------------------------------	--------------

La Chine dispose d'une trésorerie nette de 16,8 M€ dont le montant a été déterminé à l'aide des informations ressortant de la consolidation.

Le solde de la dette du Groupe est affecté à l'Europe.

³³ Données Etam Développement, données de marché et relatives aux entités comparables.

En outre, nous avons différencié le calcul de l'endettement net à déduire³⁴ de la valeur d'entreprise obtenue, selon la méthode de valorisation intrinsèque par l'actualisation des flux prévisionnels de trésorerie ou la méthode de valorisation analogique, pour aboutir à la valeur des capitaux propres.

Dans l'approche de valorisation analogique, la dette financière retraitée nette a été réduite des déficits fiscaux reportables qui ont été pris en réduction de l'impôt payé dans la détermination des flux prévisionnels de trésorerie, sous déduction du montant déjà constaté dans les comptes consolidés.

2.4.3 Rémunération des commandités

Etam Développement est une société en commandite par actions française régie notamment par le livre deuxième du Code de commerce. Ce statut a été adopté par l'assemblée générale extraordinaire du 29 mai 1996.

Au sein d'une société en commandite par actions, il existe deux sortes d'associés :

- les associés commanditaires, apporteurs de capitaux, qui ne sont responsables des dettes sociales qu'à concurrence du montant de leurs apports ; ils correspondent aux actionnaires concernés par l'OPAS puis l'OPRA ;
- les associés commandités, apporteurs en industrie, qui sont tenus indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales envers les tiers. Les associés commandités sont M. Pierre Milchior, Mme Marie-Claire Milchior-Tarica, Melle Vanessa Milchior, M. Laurent Milchior et la société Gerset.

Tel que prévu dans les statuts, le droit aux bénéfices des associés commandités est égal à 1% du montant du bénéfice distribuable de chaque exercice. Il est prélevé sur le bénéfice distribuable de chaque exercice. Le versement des sommes correspondant au droit aux bénéfices des associés commandités intervient dans les trois mois suivants l'approbation des comptes de chaque exercice par l'assemblée générale³⁵.

Les associés commandités n'ont aucun droit sur les réserves ni sur le boni de liquidation. Sous réserve des droits des associés commandités définis ci-dessus, les actionnaires disposent de la totalité des droits sur les bénéfices de chaque exercice, sur toutes réserves et sur tout boni de liquidation.

Ainsi, les dividendes affectés aux actionnaires par décision de l'assemblée générale sont déterminés après prélèvement des sommes revenant aux associés commandités.

Dans le cadre de l'évaluation des actions, nous avons pris en considération ce prélèvement attribué aux associés commandités tel que prévu dans les statuts qui vient en diminution des flux de trésorerie revenant aux actionnaires.

La rémunération des associés commandités a été déterminée par actualisation des droits aux bénéfices distribuables tels qu'ils sont anticipés dans le plan prévisionnel du Groupe en

³⁴ Ou ajouter pour la trésorerie nette.

³⁵ Article 23.2 des statuts Etam Développement.

considérant une distribution annuelle de la totalité du résultat de l'exercice concerné, ce qui constitue une approche prudente d'appréciation³⁶. Cette rémunération est venue en majoration de la dette financière nette retraitée.

3. ÉVALUATION DE L'ACTION ETAM DÉVELOPPEMENT

Conformément aux recommandations de l'AMF, nous avons mis en œuvre une approche d'évaluation multicritères. Ainsi, nous exposons ci-après les méthodes d'évaluation écartées (§ 3.1) puis les approches de valorisation qui nous sont apparues les plus pertinentes afin d'apprécier le caractère équitable du prix de l'action Etam Développement proposé dans le cadre de l'Offre (§ 3.2 et suivants).

La date que nous avons retenue pour la référence au cours de bourse de l'action Etam Développement est le 29 août 2013, dernière journée de cotation avant l'annonce de l'Offre (§ 3.2).

Les paramètres financiers tels que la capitalisation boursière des comparables (§ 3.5) et le taux d'actualisation du plan d'affaires (§ 3.4) sont arrêtés au 29 août 2013.

Le nombre de titres Etam Développement pour nos calculs de valeur par action s'établit à 7 982 547 actions (§ 1.3.1).

Compte tenu de l'implantation du Groupe sur deux zones principales, à savoir l'Europe et la Chine, nous avons procédé aux évaluations en différenciant ces deux zones d'exploitation pour les approches faisant référence à des données d'exploitation du Groupe.

Les filiales exploitant en Chine sont détenues à 76%³⁷ par Etam Développement. Dès lors, la valeur de l'activité chinoise du Groupe a été retenue dans chaque approche d'évaluation pour 76% de sa valeur totale afin de neutraliser les intérêts revenant aux minoritaires.

3.1 MÉTHODES D'ÉVALUATION ÉCARTÉES

Nous justifions, ci-après, la non prise en compte, en tant que méthode d'évaluation, de l'actualisation des dividendes (§ 3.1.1) et de la référence aux comparables transactionnels (§ 3.1.2).

3.1.1 Actualisation des dividendes

En l'absence de politique de distribution régulière aux actionnaires de la Société, la méthode d'actualisation des dividendes ne nous paraît pas appropriée.

3.1.2 Comparables transactionnels

La méthode des comparables transactionnels externes ne nous est pas apparue pertinente ; en effet, peu de transactions font intervenir des sociétés que nous considérons comme comparables dans une période récente.

³⁶ Cette approche prudente, qui est la seule pouvant être retenue en l'absence de politique de distribution de dividendes affichée, constitue la position la plus favorable aux actionnaires.

³⁷ Pourcentage d'intérêt, note 32 des comptes consolidés au 31 décembre 2012 et note 22 des comptes consolidés semestriels 30 juin 2013.

En outre, nous ne disposons que d'informations publiques parcellaires sur ces opérations, ce qui ne permet pas de disposer de paramètres de référence pertinents.

Pour mémoire, pour l'activité Europe, nous n'avons identifié qu'une seule opération, qui date de deux ans, à savoir l'acquisition d'Inticom SPA (Italie) par Pianoforte Holding en 2011.

Concernant l'activité Chine, nous avons examiné les acquisitions suivantes, dont deux sur les trois datent de plus de deux ans :

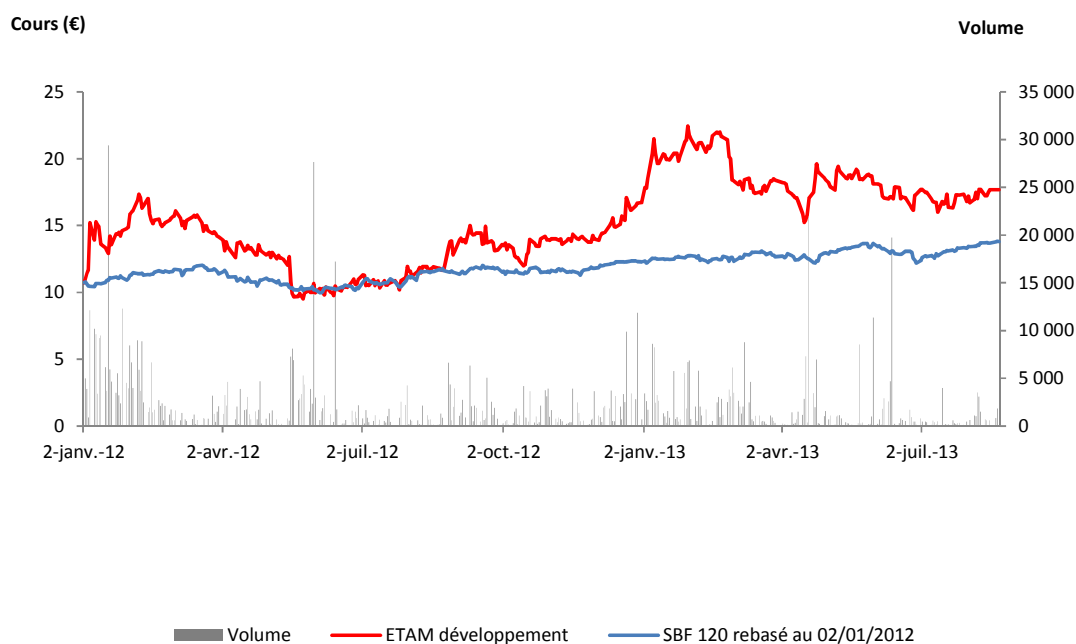
- en 2012 d'Odel PLC (Sri Lanka) par Parkon Retail Asia Ltd ;
- en 2011 d'Hing Yiap Group Berhad (Malaisie) par Everest Hectare Sdn ;
- en 2010 de NCF (Corée du Sud) par Lotte Shopping.

Compte tenu de l'ancienneté et de la faible représentativité des transactions, nous avons écarté cette approche de valorisation. Toutefois à titre d'information, nous précisons que la valeur des titres Etam Développement ressortant d'une évaluation analogique réalisée à partir des quatre transactions sus mentionnées serait comprise entre 15 € et 16 € par action.

3.2 RÉFÉRENCE AU COURS DE BOURSE

Les titres Etam Développement sont cotés sur le marché le compartiment C du marché réglementé NYSE Euronext.

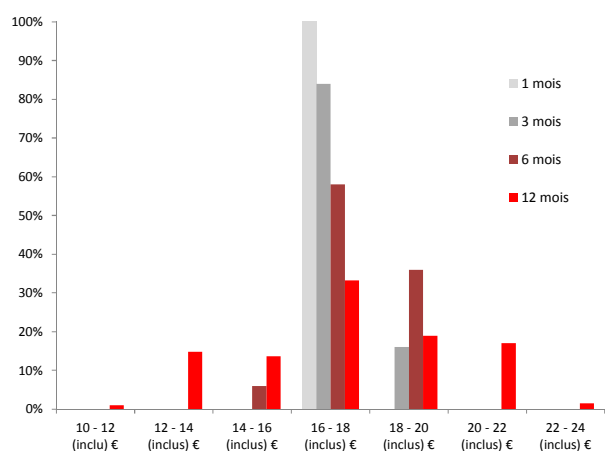
Nous présentons ci-dessous l'évolution du cours du titre Etam Développement depuis le 1^{er} janvier 2012 en comparaison à l'indice SBF 120 :



Les principales évolutions du cours de bourse d'Etam Développement depuis 1^{er} janvier 2012 sont les suivantes :

- une surperformance relative au SBF 120 du cours de bourse depuis le début de l'année 2012.
- une évolution contrastée sur l'année 2012, qui s'explique en deux temps :
 - une baisse continue sur les cinq premiers mois de l'année 2012 suite à l'annonce des résultats de l'année 2011 et à un avis peu optimiste du CNCC³⁸ face au projet de centres commerciaux jugés trop nombreux ;
 - une progression sur la deuxième partie de l'année avec des publications de résultats saluées par le marché (rebond en Europe).
- un plus haut atteint le 30 janvier 2013 à 22,45 € avec l'anticipation d'une bonne publication de chiffre d'affaires du 4^{ème} trimestre 2012. Depuis la publication des résultats 2012 inférieurs aux attentes, le titre continue de baisser.
- la moyenne sur les 20 dernières séances ressort à 17,46 € dans de faibles volumes d'échanges.

Sur les six mois qui précèdent l'annonce de l'offre, plus de 90% des volumes des titres ont été échangés dans la fourchette 16 € - 20 €.



Les échanges observés sur le flottant, qui représente de l'ordre de 18% du capital, portent sur une fraction assez faible du capital.

Le cours de 23 € n'a pas été atteint depuis le 3 août 2011.

Le tableau ci-dessous synthétise les primes induites par le prix d'Offre de 23 € en fonction de la moyenne des cours de bourse pondérés par les volumes avant la date de l'annonce :

³⁸ Conseil National des Centres Commerciaux.

Prime induite

Prix de l'offre	23,0 €	
Spot au 29/08/2013	17,9 €	28,5%
Moyenne 1 mois	17,5 €	31,3%
Moyenne 20 séances	17,5 €	31,3%
Moyenne 3 mois	17,4 €	32,2%
Moyenne 6 mois	17,6 €	30,4%
Moyenne 12 mois	17,3 €	33,0%
+ haut 12 mois	22,5 €	2,4%
+ bas 12 mois	12,0 €	91,7%

Cours pondéré par les volumes - Source : NYSE Euronext

Bien que les volumes échangés sur les douze derniers mois soit faibles, le cours de bourse d'Etam Développement constitue une base d'évaluation dans le cadre d'une OPAS destinée à assurer la liquidité du titre pour un actionnaire.

La part relativement faible du flottant et des échanges explique le suivi irrégulier et limité du Groupe par les sociétés de bourse et nous font relativiser la pertinence des objectifs de cours publiés par les analystes financiers. Nous considérons que le cours cible récent, dans le cas présent réduit à une seule source, ne constituent pas une référence suffisante³⁹.

3.3 ACTIF NET COMPTABLE ET L'ACTIF NET CORRIGÉ

Comme souligné ci-avant § 2.3.2, le Groupe a retenu l'option visant à porter à son actif les droits au bail de ses magasins européens et le patrimoine immobilier⁴⁰ en France et en Belgique pour leur juste valeur⁴¹, représentative d'une valeur de marché individuelle de chaque actif. Des tests de dépréciation d'actifs visant à s'assurer de l'absence de surévaluation de chacun des actifs sont effectués à chaque clôture annuelle. Ils portent sur la valorisation au cas par cas de chaque magasin (droit au bail et agencements) en fonction notamment des critères d'emplacement, d'activité et de rentabilité.

Ainsi, même si l'actif net comptable consolidé d'Etam Développement ne peut être considéré comme reflétant la valeur de la totalité du *goodwill* généré par l'activité et la rentabilité des activités, il est représentatif du patrimoine du groupe pour ce qui concerne les actifs qui peuvent être cédés isolément.

Dès lors, l'actif net comptable consolidé est un des éléments d'appréciation du patrimoine du Groupe. Il ressort à 282,3 M€⁴², soit **35,4 €** par action.

L'approche IFRS ne conduit pas à reconnaître dans les comptes la totalité des actifs et des passifs identifiables.

Broker	Date	Cours à date (€)	Objectif (€)
Gilbert Dupont	08-jul-13	17,00	20,00
Gilbert Dupont	08-jan-13	20,39	19,50
39 Gilbert Dupont	18-oct-12	13,00	17,00

⁴⁰ Le patrimoine immobilier intègre les magasins exploités en interne ou mis à bail, les bureaux de Clichy essentiellement utilisés en interne, et les entrepôts.

⁴¹ Déterminée soit par un expert externe, soit en interne.

⁴² Source : rapport financier semestriel – 30 juin 2013.

Aussi à titre d'information, nous avons cherché à corriger l'actif net comptable au 30 juin 2013, des actifs et des passifs identifiés mais non reconnus en comptabilité :

- la valeur de la marque (valorisée selon une unique approche par capitalisation des redevances attendues en fonction du taux de redevance de marque facturé aux entités chinoises pour l'utilisation de la marque Etam) ;
- la révision de l'endettement afin d'y intégrer (i) les investissements de remise à niveau permettant de conforter la valeur de la marque, (ii) la quote-part de dividendes revenant aux commandités (valorisation du préciput) et (iii) la prise en compte d'un actif d'impôt au titre des reports déficitaires en fonction d'une prévision d'utilisation à long terme.

Cette liste est limitative et l'approche ne permet pas de déterminer un actif net réévalué reflétant la valeur globale de l'activité et de la rentabilité du Groupe qui sont analysées dans les autres approches d'évaluation décrites ci-après (§ 3.4 et § 3.5).

Sur cette base, l'actif net corrigé ressort à 289 M€ soit **36,2 €** par action, valeur proche de l'actif net comptable consolidé.

Ces deux valeurs⁴³ s'avèrent être supérieures au résultat des approches d'évaluation fondées sur la rentabilité des activités qui seront présentées ci-après (§ 3.4 et § 3.5).

Ceci s'explique notamment par le fait que, dans les comptes consolidés, la juste valeur de chaque emplacement/magasin est déterminée :

dans le cadre d'une appréciation individuelle par magasin et non dans le cadre d'une appréciation globale portant sur un ensemble des magasins qui aurait des conséquences sur les conditions de transactions, mais également sur les structures et le fonctionnement du Groupe ;

sans prise en compte des prévisions du marché, de la rentabilité globale du Groupe, de sa stratégie de développement et d'investissements tant en Europe qu'en Chine.

3.4 VALORISATION INTRINSÈQUE PAR L'ACTUALISATION DES FLUX DE TRÉSORERIE PRÉVISIONNELS OU *DISCOUNTED CASH-FLOWS* (DCF)

Dans notre approche multicritères, nous avons recherché une valeur intrinsèque de la Société et du titre Etam Développement en actualisant, à compter du 1^{er} juillet 2013, les flux de trésorerie prévisionnels issus du plan d'affaires 2013-2016 que nous a présenté le management.

3.4.1 Rappel des principes de la méthode DCF

La valeur d'une entreprise correspond aux flux nets de trésorerie prévisionnels destinés aux investisseurs, actualisés à un taux intégrant les risques et la valeur de l'argent dans le temps.

⁴³ Actif net comptable au 30 juin 2013 et actif net corrigé au 30 juin 2013.

Dans la pratique, cette valeur d'entreprise est estimée sur la base des *cash-flows* libres futurs⁴⁴, lesquels sont actualisés à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital (fonds propres et externes).

Le calcul de la valeur résiduelle repose sur la capitalisation du *cash-flow* libre durable au coût du capital ; il table sur une hypothèse de continuité de l'exploitation à terme et tient compte d'une croissance à l'infini en phase avec la croissance attendue à long terme (méthode dite de Gordon Shapiro).

Le taux d'actualisation s'appliquant pour la capitalisation des *cash-flows* libres correspond au coût moyen pondéré du capital (*Weighted Average Cost of Capital* ou « WACC ») combinant, s'il y a lieu, le coût des fonds propres et de la dette après impôts.

Afin d'obtenir la valeur de marché des fonds propres, est ajoutée à la valeur d'entreprise des activités opérationnelles le cas échéant la valeur des actifs hors exploitation, et en est déduit l'endettement financier net.

3.4.2 Taux d'actualisation

Le coût des fonds propres a été estimé directement à partir de la formule du MEDAF dont les composantes sont détaillées ci-après.

Afin de prendre en considération la diversité des activités au niveau géographique du Groupe Etam Développement, nous avons retenu deux taux d'actualisation distincts pour l'activité Europe et l'activité Chine.

3.4.2.1 Taux sans risque

En Europe, le taux sans risque de 2,1% correspond à la moyenne OAT 10 ans sur 6 mois⁴⁵.

En Chine, le taux sans risque de 4,1% correspond au Bond 10Y China⁴⁶.

3.4.2.2 Prime de risque du marché

La prime de risque moyenne des principales valeurs françaises échangées (CAC 40) a été estimée à 8,3% pour l'Europe 6,5% pour la Chine⁴⁷.

3.4.2.3 Beta

Un échantillon de sociétés cotées comparables a été déterminé de façon distincte pour l'Europe et la Chine.

⁴⁴ Excédent brut d'exploitation ou EBITDA (*Earning Before Interest, Taxes, Depreciation & Amortization*) équivalent au résultat d'exploitation (EBIT) avant charges calculées, retraité de la variation de Besoin en Fonds de Roulement (BFR) et des investissements (Capex).

⁴⁵ Source Banque de France.

⁴⁶ Source: <http://www.tradingeconomics.com/china/indicators>.

⁴⁷ Calcul Ledouble - Basé sur le calcul d'une prime prospective du marché français.

Pour chacune des sociétés comparables, le bêta « désendetté » de l'action par rapport à son indice de référence a été repris sur une période de quatre ans afin de tempérer les aléas boursiers.

Les bêtas désendettés moyens résultant des deux échantillons ressortent à 0,68 pour l'Europe et 1,00 pour la Chine.

3.4.2.4 Prime de risque spécifique

Pour l'activité Europe, nous avons retenu une prime de risque spécifique de 2% afin de tenir compte de plusieurs facteurs qui, bien que difficilement quantifiables, nous semblent significatifs dans l'appréciation du risque inhérent à l'environnement et au modèle économique d'Etam Développement tels que retenus dans le plan stratégique qui nous a été remis par le management ; en particulier :

- le risque de repositionnement de l'ensemble des marques de l'activité prêt-à-porter dont les fruits de la stratégie initiée actuellement ou dans un proche avenir ne sont prévus qu'à moyen terme ;
- le risque de perte de la position actuelle de leader dans la lingerie en France. Maintenir cette position sur un marché concurrentiel implique un accroissement des surfaces de distribution en Europe et un élargissement des gammes de produits, investissements dont les résultats ne peuvent être parfaitement appréciés.

Pour le pôle Chine, nous avons retenu une prime de risque pays de 1,1%⁴⁸ et une prime de risque spécifique de 2,5% afin de tenir compte de plusieurs facteurs notamment :

- du montant des investissements importants en lien avec un repositionnement commercial et de marques complet ;
- d'une activité de vente en ligne réduite actuellement ;
- du contexte concurrentiel intensifié et de l'explosion de nouveaux canaux de distribution.

3.4.2.5 Synthèse

Sur ces bases, le CMPC utilisé pour l'actualisation des flux prévisionnels de trésorerie s'élève à 9,7% pour l'Europe et 14% pour la Chine :

CMPC	
Taux sans risque	2,1%
Beta de l'actif économique	0,68
Prime de risque de marché	8,3%
Prime de risque spécifique	2,0%
CMPC	9,7%

⁴⁸ Source : Damodaran.

CMPC	
Taux sans risque	4,0%
Beta de l'actif économique	1,00
Prime de risque de marché	6,5%
Prime de risque pays	1,1%
Prime de risque spécifique	2,5%
CMPC	14,0%

3.4.3 Plan d'affaires d'Etam Développement

3.4.3.1 Plan d'affaires du management 2013-2016

La société développe son activité sur deux marchés distincts :

- l'Europe, principalement la France,
- et la Chine.

Le plan d'affaires présente distinctivement ces deux pôles en raison des caractéristiques différentes d'activité, de développement, de rentabilité et de croissance.

Les plans d'affaires élaborés par le management⁴⁹ s'étendent sur la période 2013-2016 ; la durée de la période explicite s'étend donc sur quatre exercices.

Le plan d'affaires Europe est sous-tendu par les hypothèses suivantes :

- des taux de croissance du chiffre d'affaires élevés intégrant :
 - o des ouvertures, des transferts et des réaménagements de magasins, soutenus par un niveau d'investissement élevé,
 - o des fermetures de magasins ne répondant plus aux stratégies d'enseignes,
 - o des gains de parts de marché sur le prêt à porter,
 - o un taux de croissance organique de la lingerie supérieur au marché, notamment sur la marque Undiz ;
- une amélioration des marges d'EBITDA et d'EBIT sous l'effet bénéfique (i) d'une attractivité renouvelée de la marque Etam associée à un développement d'Undiz ,(ii) d'un redéploiement du parc entre enseignes, et (iii) de la restructuration en cours en Europe du Sud ;
- des investissements importants⁵⁰ qui soutiennent la croissance en Europe.

Le plan d'affaires Pôle Chine est sous-tendu par les hypothèses suivantes :

- une transformation de son image et ses concepts ;

⁴⁹ Les caractéristiques du plan sont présentées par l'établissement présentateur de façon détaillée dans la note d'information § 3.2.1.

⁵⁰ Ouvertures, nouveaux concepts, transferts de magasins entre enseignes...

- une croissance du chiffre d'affaires compte tenu de la mise en place de nouveaux canaux de distribution permettant un retour progressif à des marges d'EBITDA plus élevées ;
- des investissements significatifs en lien avec le développement.

En synthèse, nous considérons que les hypothèses d'exploitation du plan d'affaires tel que présenté par le management et les aléas d'exécution confèrent à ces prévisions un caractère volontariste.

A l'issue du plan d'affaires, une valeur terminale a été déterminée. Elle prend en compte un niveau d'investissement reflétant les efforts nécessaires au maintien d'une croissance de 2% qui constitue un objectif pour confirmer la position des marques, notamment dans la lingerie. Ce taux a été porté en Chine à 2,5% sur la base des hypothèses d'inflation à moyen terme.

3.4.3.2 Prise en compte du parc immobilier dans le plan d'affaires du management

Compte tenu du poids important des actifs immobiliers détenus par le Groupe, nous avons élaboré, à partir du plan d'affaires du management, un plan alternatif isolant la valeur du parc immobilier.

Le patrimoine immobilier d'Etam Développement se compose :

- du siège de Clichy et de deux entrepôts, nécessaires au fonctionnement de la société, difficilement cessibles sans effet associé ;
- des murs de magasins, composés d'actifs peu différenciés, éventuellement fongibles d'une enseigne à l'autre, pouvant être cédés pour désendetter le Groupe sans remettre en question sa stratégie d'ensemble.

Ainsi dans une seconde approche, nous avons retraité, pour l'activité Europe, le plan prévisionnel afin d'y refléter la location des magasins au lieu et place de leur détention en propre par le Groupe. Dans cette hypothèse, la valeur du parc immobilier⁵¹ (nette d'impôt) sur la base de la juste valeur ressortant des comptes consolidés au 31 décembre 2012 a été portée en réduction de l'endettement⁵².

Dans chacune des approches d'évaluation fondées sur l'activité et la rentabilité du Groupe, nous avons donc déterminé une valeur en considérant deux approches :

- le maintien de la détention en pleine propriété de magasins composant le patrimoine immobilier actuel d'Etam ;
- le caractère cessible de ces actifs suivi ensuite de leur location selon le retraitement exposé au présent paragraphe.

⁵¹ Ce retraitement est sans effet sur les droits au bail acquittés par les locataires, qui demeurent dans les comptes du Groupe.

⁵² Cette approche prend en compte une cession des magasins suivie de leur location aux conditions actuelles telles qu'elles ressortent des refacturations intragroupe de loyers entre les entités opérationnelles et la foncière Nortex (filiale du Groupe) qui détient les murs.

A l'inverse des murs des magasins, les droits au bail inscrits à l'actif du bilan consolidé d'Etam Développement ne constituent pas un actif cessible globalement dans la mesure où l'exploitation en France est effectuée sous la forme d'un réseau de magasins à la marque. Une cession des droits au bail en France reviendrait à modifier en totalité la stratégie commerciale, ce qui n'est pas envisagé. Toutefois, nous nous sommes assurés que le plan d'investissement intégrait bien la trésorerie résultant de la cession des fonds de commerce en déduction de l'investissement nécessaire aux nouvelles acquisitions pour tous les transferts de magasins sans augmentation du nombre de points de vente.

3.4.3.3 Synthèse de la valeur

L'analyse de la sensibilité de la valeur unitaire de l'action Etam Développement aux différents paramètres retenus dans la modélisation en DCF (taux d'actualisation de 9,7% en Europe et 14% en Chine, taux de croissance à l'infini de 2% en Europe et 2,5% en Chine) conduit à une fourchette de valeurs comprise entre **19,9 €** et **22,9 €** par action.

Afin de tester la sensibilité du plan d'affaires, nous avons analysé la sensibilité de la valeur du titre Etam Développement aux variations simultanées du taux d'actualisation et du taux de croissance en Europe et en Chine.

Le tableau ci-dessous est présenté en variation de la valeur des capitaux propres par action :

Variation de la valeur des capitaux propres par action		Variation du CMPC				
		-2 pts	-1 pts	0 pts	+1 pts	+2 pts
Variation du taux de croissance infinie	-1 pts	8,2 €	0,5 €	-5,5 €	-10,2 €	-14,0 €
	-0,5 pts	12,7 €	3,8 €	-2,9 €	-8,2 €	-12,4 €
	0 pts	18,0 €	7,7 €	0,0 €	-5,9 €	-10,6 €
	+1 pts	24,3 €	12,1 €	3,3 €	-3,4 €	-8,6 €
	+2 pts	31,9 €	17,3 €	7,1 €	-0,5 €	-6,4 €

Ce tableau met en évidence la sensibilité importante de la valeur par action aux paramètres d'évaluation.

Aussi à titre d'information complémentaire, nous avons également effectué une analyse de sensibilité sur l'évaluation Europe - les données et les paramètres pour l'activité Chine étant inchangés⁵³.

Le tableau ci-après est présenté en valeur des capitaux propres par action :

Valeur des capitaux propres par action		Variation du CMPC				
		-2 pts	-1 pts	0 pts	+1 pts	+2 pts
Variation du taux de croissance infinie	-1 pts	30,5 €	23,2 €	17,5 €	13,1 €	9,5 €
	-0,5 pts	34,9 €	26,4 €	20,1 €	15,1 €	11,1 €
	0 pts	40,1 €	30,2 €	22,9 €	17,3 €	12,9 €
	+1 pts	46,3 €	34,6 €	26,2 €	19,9 €	14,9 €
	+2 pts	53,9 €	39,8 €	30,0 €	22,7 €	17,1 €

3.5 VALORISATION ANALOGIQUE PAR LES COMPARABLES BOURSISERS

Nous développons dans le présent chapitre la valorisation du titre Etam Développement par référence aux multiples de résultat d'exploitation d'un panel de comparables boursiers.

⁵³ Sensibilité effectuée sur l'hypothèse de maintien de la détention en pleine propriété de magasins telle indiquée § 3.4.3.2.

3.5.1 Étendue et composition de l'échantillon

Il n'existe pas, à notre connaissance, de sociétés cotées purement comparables à Etam Développement en termes d'activité, de taille, de taux de marge d'exploitation et de zone géographique d'activité.

Compte tenu de la diversité des situations des activités au niveau géographique, nous avons constitué deux échantillons de sociétés cotées distincts pour valoriser l'activité Europe et l'activité Chine. La présentation détaillée des échantillons figure en **annexe 8**.

Pour l'activité Europe, nous avons ainsi privilégié un panel de sociétés composé de sociétés cotées présentant un flottant significatif, une capitalisation boursière comparable avec celle d'Etam, une couverture commerciale géographique qui ne soit pas mondiale et évoluant dans le secteur de l'habillement au sens large :

En mon locale (M)	Pays	Cours (€)	Flottant	Nbre d'actions	Cap. Boursière 1 mois	VE
CALIDA Holding AG	Switzerland	23,8	54,6%	8,0	187,6	140,4
Bjorn Borg AB	Sweden	29,1	76,9%	25,1	749,3	683,6
Silvano Fashion Group AS	ESTONIA	2,6	79,7%	39,4	102,5	82,2

Pour l'activité Chine, nous avons retenu des acteurs intervenant en Chine, Hong Kong et Taiwan dans le secteur de l'habillement au sens large :

En mon locale (M)	Pays	Cours (€)	Flottant	Nbre d'actions	Cap. Boursière 1 mois	VE
Bosideng International Holdings Ltd.	Cayman Islands	1,7	34,8%	8 007,4	13 125,1	11 509,8
Giordano International Ltd.	Bermuda	7,5	68,7%	1 559,8	12 139,1	11 153,1
I.T Limited	Bermuda	2,2	36,4%	1 228,8	2 752,4	2 825,4
Daphne International Holdings Ltd.	Cayman Islands	5,0	56,3%	1 649,1	9 248,8	8 401,1

3.5.2 Modalités de calcul des multiples de résultat d'exploitation (EBIT) par référence à la valeur d'entreprise (VE)

Nous avons écarté les multiples :

- de chiffre d'affaires, car il ne nous apparaît pas ici pertinent de valoriser Etam Développement sur le seul critère du volume d'activité sans tenir compte de la rentabilité d'exploitation prévisionnelle de la Société ;
- d'excédent brut d'exploitation (EBITDA), car les politiques d'investissements menées par les sociétés comparables sont hétérogènes, notamment en terme d'acquisition des murs de magasins et de traitement des loyers comptabilisés dans l'EBITDA ;
- de résultat net (PER), car les PER conduisent à des estimations biaisées du fait des écarts de structure financière et des différents taux d'imposition sur des sociétés qui ne sont pas toutes françaises.

Ainsi, nous avons privilégié les multiples VE/EBIT sur les années 2013 et 2014 associés à la dette nette appréhendée au 30 juin 2013 (§ 2.3.2).

Afin de déterminer le ratio VE/EBIT de chacune des sociétés comparables, nous avons suivi la démarche suivante :

la capitalisation boursière de chaque entité de l'échantillon a été appréhendée en moyenne 1 mois⁵⁴ ; l'endettement net s'intercalant entre la capitalisation boursière et la valeur d'entreprise à partir de laquelle les multiples sont déterminés ;

les estimations d'EBIT⁵⁵, sur l'ensemble du panel, sont issues de consensus d'analystes.

Pour les estimations de l'EBIT de l'activité Europe, nous avons pris les deux hypothèses concernant la détention du parc immobilier étudiées au § 3.4.

3.5.3 Synthèse

Nous présentons ci-dessous les multiples obtenus, par rapport à l'EBIT (§ 3.5.2), sur la base du cours moyen 1 mois au 29 août 2013 des entités composant notre panel de comparables (§ 3.5.1) :

(i) Europe

	VE/EBIT	
	2013	2014
CALIDA Holding AG	6,4	5,8
Bjorn Borg AB	11,5	10,1
Silvano Fashion Group AS	4,3	3,3
Moyenne	7,4	6,4
Médiane	6,4	5,8

(ii) Chine

	VE/EBIT	
	2013	2014
Bosideng International Holdings Ltd.	6,2	5,5
Giordano International Ltd.	11,4	10,2
I.T Limited	7,0	5,8
Daphne International Holdings Ltd.	7,8	6,7
Moyenne	8,1	7,1
Médiane	7,4	6,3

Avec l'application des multiples moyens aux EBIT prévisionnels 2013 et 2014 respectifs des activités en Europe et en Chine, sous déduction de l'endettement net tel décrit au § 2.3.2, la valeur du titre Etam Développement se situe dans une fourchette de **18,8 € à 25,0 €**.

4. SYNTHÈSE DE LA VALORISATION MULTICRITÈRES

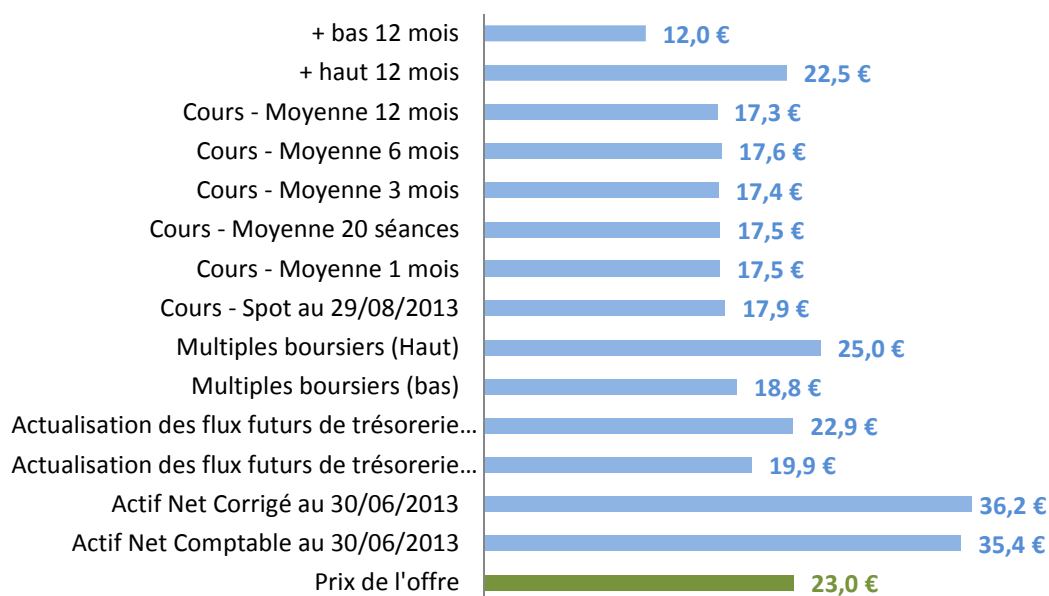
Les valeurs obtenues à l'issue de notre évaluation multicritères sont résumées dans le tableau et les graphiques ci-dessous :

⁵⁴ Au 29 août 2013.

⁵⁵ Au titre de 2013 et 2014.

Synthèse Etam Développement	Valeur de l'action		Prime/Décote	
Cours - Spot au 29/08/2013	17,9 €		28%	
Cours - Moyenne 1 mois	17,5 €		31%	
Cours - Moyenne 20 séances	17,5 €		31%	
Cours - Moyenne 3 mois	17,4 €		32%	
Cours - Moyenne 6 mois	17,6 €		30%	
Cours - Moyenne 12 mois	17,3 €		33%	
+ haut 12 mois	22,5 €		2%	
+ bas 12 mois	12,0 €		92%	
Multiplés boursiers	18,8 €	25,0 €	22%	-8%
Actualisation des flux futurs de trésorerie	19,9 €	22,9 €	16%	0%
Actif Net Corrigé au 30/06/2013	36,2 €		-36%	
Actif Net Comptable au 30/06/2013	35,4 €		-35%	
Prix de l'offre	23,0 €			

Synthèse valeur de l'action (en €)



5. ANALYSE DES ÉLÉMENTS DE VALORISATION DE L'ÉTABLISSEMENT PRÉSENTATEUR

Nous avons examiné la restitution des travaux d'évaluation réalisés par Natixis.

Les méthodes d'évaluation que nous avons employées sont dans l'ensemble comparables à celles auxquelles a eu recours l'établissement présentateur, ce dernier ayant écarté la méthode de l'actif net comptable.

À l'exception du cours de bourse et des cours cibles, aucune méthode d'évaluation globale ne capture entièrement la diversité du portefeuille en termes d'activités et de zones géographiques.

Afin de capter les spécificités liées aux activités internationales d'Etam Développement, l'établissement présentateur a fondé, comme nous-mêmes, ses travaux sur une somme des parties, activités Europe d'une part, activités Chine d'autre part.

Il ressort de la comparaison de nos travaux de valorisation avec ceux effectués par Natixis les principaux points suivants.

5.1 VALORISATION ANALOGIQUE

La confrontation de la valorisation par les comparables boursiers appelle un commentaire sur l'échantillon qui diffère au niveau de l'activité Europe.

Pour l'activité Europe, l'établissement présentateur s'est porté sur un échantillon de six sociétés comparables : Calida, Charles Vogele, Adolfo Rodriguez, Damartex, Bjorn Borg et Silvano Fashion.

Nous n'avons pas retenu Charles Vogele, Adolfo Rodriguez et Damartex en raison d'écarts importants constatés sur le niveau des marges de ces sociétés par rapport à Etam Développement et d'un réseau de distribution centré sur la vente par correspondance pour le cas unique de Damartex (avec une liquidité du titre réduite).

L'établissement présentateur a retraité certains éléments dans la dette financière des sociétés comparables : investissement bancaire garanti en Chine pour Bosideng et participations pour Giordano et Calida. De notre côté, nous n'avons effectué aucun retraitement afin de garantir l'homogénéité des données utilisées pour notre échantillon.

La fourchette de valeurs retenues par l'établissement présentateur est moins large que la nôtre mais n'appelle pas de commentaire de notre part.

5.2 VALORISATION INTRINSÈQUE

L'examen comparé de l'application de la méthode de l'actualisation des flux prévisionnels de trésorerie met également en exergue quelques divergences entre l'établissement présentateur et l'expert indépendant, notamment :

- sur un plan plus méthodologique, l'établissement présentateur extrapole le plan d'affaires jusqu'en 2020 avec un flux normatif correspondant à un objectif à moyen terme de marge d'EBITDA ;
- les taux d'actualisation retenus par Natixis sont de 9,4% pour l'Europe et de 13,7% pour la Chine, les nôtres sont de respectivement 9,7% et 14% ;
- nous retenons un taux de croissance à l'infini de 2% pour l'Europe contre 1,5% pour Natixis qui a auparavant étendu le plan prévisionnel établi par le management de la Société avant de déterminer une valeur terminale ;
- nous utilisons le même taux de croissance à l'infini pour la Chine, soit 2,5%.

Natixis n'a pas retenu la méthode d'analyse en retraitant le parc immobilier comme décrit § 3.4 en raison d'une trop faible différence avec le résultat obtenu par la méthode de valorisation intrinsèque classique.

La comparaison chiffrée de nos travaux avec ceux de l'établissement présentateur est présentée ci-après :

	Ledouble		Natixis	
Cours de bourse	17,3 €	17,9 €	17,3 €	17,9 €
Objectif de cours des analystes	na		15,4 €	20,0 €
Multiples boursiers	18,8 €	25,0 €	19,3 €	21,5 €
Actualisation des flux futurs de trésorerie	19,9 €	22,9 €	18,8 €	24,8 €
Actif Net Corrigé au 30/06/2013	36,2 €		na	
Actif Net Comptable au 30/06/2013	35,4 €		na	

6. CONCLUSION

A l'issue de nos travaux de valorisation du titre Etam Développement, nous retenons les points suivants :

- Le prix de l'Offre de 23 € :
 - o extériorise une prime de plus de 30% sur le cours de bourse moyen pondéré observé sur les douze derniers mois et de 28% par rapport au cours du 29 août 2013 ;
 - o s'inscrit dans le haut des fourchettes de valorisation fondées sur les perspectives d'activité et de rentabilité ;
 - o présente une décote de l'ordre de 35% par rapport à l'actif net comptable et corrigé au 30 juin 2013.
- Dans un environnement concurrentiel tendu, le repositionnement des marques prêt-à-porter et la nouvelle stratégie en Chine prévus dans le plan d'affaires induisent un aléa dans les réalisations des prochaines années avant de pouvoir produire leur plein effet.

Dans ce contexte, nous sommes d'avis que le prix proposé de 23 € est équitable d'un point de vue financier pour les actionnaires apportant volontairement leurs titres aux fins de bénéficier de la liquidité qui leur est offerte, dans le cadre d'une Offre facultative pour les actionnaires Etam Développement.

Fait à Paris, le 2 septembre 2013

LEDOUBLE SA

Agnès PINIOT

ANNEXES

Annexe 1 : Programme de travail détaillé et rémunération de l'expert

1. Travaux préliminaires et prise de connaissance

- revue de presse et recherches documentaires
- analyse de l'Offre et de son cadre juridique
- étude de l'évolution historique du titre de la Société
- entretiens avec le management et l'établissement présentateur
- échanges avec l'établissement présentateur sur les bases de valorisation

2. Travaux de valorisation

- revue des résultats historiques, de la structure financière et des événements marquants de la Société au travers des décisions d'assemblées, des rapports de gestion et des délibérations du conseil de surveillance
- constitution d'un panel de « comparables »
- approches d'évaluation multicritères (références boursières et prévisionnelles,
- recherche de transactions comparables
- analyse de l'actif net comptable et détermination des éléments à retenir

3. Rapport d'expertise indépendante

- réunions et entretiens téléphoniques
- rédaction d'une lettre de mission et d'une proposition de lettre d'affirmation destinées au management de la Société
- rédaction de l'attestation d'équité
- administration et supervision de la mission

4. Rémunération de l'expert

Le montant des honoraires aux termes de la lettre de mission de l'expert en date du 25 juillet 2013 portant sur la présente Offre s'établit à 70.000 € (hors taxes).

Annexe 2 : Principales étapes de l'expertise

⇒ A partir du 8 juillet :

- Contacts préalables

- Exploitation des informations publiques disponibles
- Examen de l'évolution du cours de bourse de la Société

⇒ Semaine du 15 juillet au 19 juillet :

- Désignation de l'expert par le Conseil d'administration et proposition de lettre de mission
- Constitution d'un panel de sociétés comparables et recherche de transactions comparables
- Exploitation des informations recueillies comprenant le plan d'affaires, et mise en œuvre d'une évaluation multicritères
- Demandes d'informations complémentaires

⇒ Semaine du 22 juillet 26 au juillet :

- Contacts, réunion et entretiens avec le management de la Société
- Contacts, réunion et entretiens avec l'établissement présentateur
- Travaux d'évaluation multicritères

⇒ Semaine du 29 juillet au 2 août :

- Contacts, entretiens et point d'étape avec l'établissement présentateur
- Poursuite des travaux d'évaluation multicritères
- Demandes d'informations complémentaires

⇒ Semaine du 5 août au 9 août :

- Point d'étape avec l'établissement présentateur et étude de ses éléments de valorisation
- Poursuite des travaux d'évaluation multicritères

⇒ Semaine du 12 août au 16 août :

- Poursuite des travaux d'évaluation multicritères
- Rédaction du rapport d'expertise d'évaluation

⇒ Semaine du 19 août au 23 août :

- Exploitation du projet de note d'information

- Levée des points en suspens
- Finalisation des travaux d'évaluation
- Poursuite de la rédaction du rapport d'expertise d'évaluation
- Finalisation et transmission du texte de la lettre d'affirmation

⇒ Semaine du 26 août au 30 août :

- Contacts avec les représentants de la Société et de l'établissement présentateur
- Transmission du projet de rapport d'expertise indépendante
- Finalisation du rapport d'expertise indépendante
- Délivrance de l'attestation d'équité en vue du conseil d'administration et du dépôt de la note d'information auprès de l'AMF

Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées ou en contact avec l'expert

1) SOCIETE

Etam Développement

Frédéric de Castro	Directeur Général Finances
Frédéric Paimparay	Directeur Contrôle de gestion
Nicolas Facon	Responsable reporting
Jean Ekamé	Responsable consolidation
Marc Legris	Directeur juridique
Charles Lutran	Trésorier

2) INITIATEUR ET CONSEILS

Natixis

Equity Capital Markets – Origination – Paris

Florent Mahé	Managing Director
Xavier Lichtenberger	Director
Jonathan Banet	Vice-President

Equity Capital Markets – Execution / Legal – Paris

Françoise Negroni	Managing Director
Sophie Drion	Legal
Stéphanie Saulnier	Associate

Fusions & Acquisitions – Paris

Georges Chabenne	Managing Director
Philippe Bichet	Vice President
Thomas Deflesselles	Associate

Ginestie

François Devedjian	Associé
Pierre Mudet	Avocat

Annexe 4 : Principales sources d'information exploitées

Notes d'information de l'OPAS et de l'OPRA

- Note de présentation de l'Offre Publique d'Achat Simplifiée (OPAS) visant les actions Etam Développement initiée par Finora présentée par Natixis
- Note d'information en réponse de la société Etam Développement relative à l'Offre Publique d'Achat Simplifiée (OPAS) visant les actions Etam Développement initiée par Finora, présentée par Natixis
- Note de présentation de l'Offre publique de rachat d'actions (OPRA) visant les actions de la société Etam Développement initiée par Etam Développement, présentée par Natixis
- Versions successives du projet de note d'information établi par Etam Développement relative à la présente Offre et éléments de valorisation de l'établissement présentateur

Documentation juridique de la Société

- Procès-verbaux des Conseils de surveillance de 2011, 2012 et 2013
- Procès-verbaux des Assemblées Générales de 2011 à 2013
- Procès-verbaux des comités d'audit de 2011, 2012 et 2013
- Extrait Kbis au 3 juillet 2013 et statuts au 4 février 2013
- Pacte d'actionnaires de 2006
- Etat des privilèges et des inscriptions au greffe du tribunal de commerce au 22 juillet 2013

Documentation comptable et financière de la Société

- Rapport financier semestriel 2011, 2012 et 2013
- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes semestriels consolidés – Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013
- Rapports de gestion des exercices clos 2011 et 2012
- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux et consolidés des exercices clos 2011 et 2012
- Plan d'affaires 2013 – 2016 du management.

Documentation sectorielle

- Etudes Xerfi « Vêtements pour femmes (commerce de détail) », Mars 2012 et « Lingerie (fabrication et distribution) » - Avril 2012
- Reuters « Nouvelle année noire attendue pour le prêt-à-porter en 2013 »
- OCDE « Perspectives économiques, analyses et projections France », Mai 2013
- Womenswear in China – ReportLinker – Février 2013
- China's apparel market, 2012 – Li & Fung Research Centre
- <http://www.marketing-chine.com>

Bases de données

- Thomson One
- InFinancials
- Xerfi

Informations en ligne

- <http://www.amf-france.org/>⁵⁶
- http://cib.natixis.com/presentation/official_rate.aspx⁵⁷
- <http://www.boursorama.com/>⁵⁸

⁵⁶ Site de l'AMF.

⁵⁷ Site de Natixis.

- <http://www.ifm-paris.com/>⁵⁹
- <http://www.oecd.org/fr/>⁶⁰
- <https://europeanequities.nyx.com/>⁶¹

Annexe 5 : Composition de l'équipe

Ledouble SA est un cabinet spécialisé dans l'expertise financière. A ce titre, il a réalisé de nombreuses missions d'expertise indépendante, notamment dans le cadre d'offres publiques. Les principales missions d'expertise et d'analyses financières indépendantes effectuées dans ce domaine au cours des quatre années écoulées figurent en **annexe 6**. Ledouble SA est membre fondateur de l'Association Professionnelle des Experts Indépendants (APEI), association professionnelle agréée par l'AMF en application de l'article 263-1 de son règlement général et suit les règles déontologiques décrites sur son site Internet : <http://www.ledouble.fr>.

Agnès PINIOT (46 ans), Associée, Directeur général de Ledouble SA

- MSTCF, Université Paris IX – Dauphine
- Expert-comptable et commissaire aux comptes
- Expert en finance près la Cour d'Appel de Versailles
- Membre de l'APEI
- Membre de la Commission « Evaluation, Commissariat aux apports et à la fusion » de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes
- Conduit régulièrement des missions d'évaluation portant sur des opérations publiques ou privées, ainsi que des interventions d'assistance aux litiges à caractère privé

Stéphanie Guillaumin (39 ans), Directeur de mission

- Toulouse Business School Grande Ecole (Banque et Marchés Financiers)
- Master I Monnaie Finance de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense
- Diplômée du CIIA (Certified International Investment Analysts)

⁵⁸ Site de Boursorama.

⁵⁹ Site de l'Institut Français de la Mode.

⁶⁰ Site de l'OCDE.

⁶¹ Site de NYSE Euronext .

- Intervient régulièrement dans des missions d'attestation d'équité, d'évaluation et de commissariats aux apports et à la fusion

Marc de LA BEDOYERE (26 ans)

- Master en sciences de gestion (finance) de l'université Paris Panthéon-Sorbonne
- Master Spécialisé Ingénierie Financière de l'EM Lyon
- Intervient dans des missions de commissariat aux apports et à la fusion et des attestations d'équité

Dominique LEDOUBLE (62 ans), Président de Ledouble SA – Associé en charge de la revue indépendante

Dominique Ledouble n'a pas pris part directement aux travaux diligentés dans le cadre de la présente expertise ; il est intervenu au titre de contrôleur qualité interne au sein de Ledouble SA conformément à l'article 2 de l'instruction AMF 2006-08 du 25 juillet 2006.

- HEC, expert-comptable et commissaire aux comptes, docteur en droit
- Président de la Fédération Française des Experts en Evaluation (FFEE)
- Fondateur et Président d'honneur de l'Association Professionnelle des Experts Indépendants (APEI)
- Membre de la Société Française des Evaluateurs (SFEV)
- Intervient régulièrement dans des missions d'expertise indépendante ou de commissariat aux apports ou à la fusion
- Professeur associé au CNAM et chargé de cours à Sciences-Po

Annexe 6 : Liste des dernières expertises et analyses financières réalisées par Ledouble SA

Année	Société concernée	Etablissement présentateur
2013	Monceau Fleurs	Omega Capital Market
2013	Sical	Arkeon Finance
2013	Auto Escape	Portzamparc
2013	Klékurs	Morgan Stanley
2013	Foncière Sépric	Crédit Agricole CIB
2013	Elixens	Banque Palatine
2012	Orchestra Kazibao	Arkeon Finance
2012	Leguide.com	Natixis
2011	Xiring	Oddo Corporate Finance
2011	Maurel et Prom Nigéria	-
2011	Eurosic	BNPParibas, CM-CIC Securities, Crédit Agricole CIB, Natixis
2011	Metrologic	HSBC
2011	Merci Plus	Oddo Corporate Finance
2010	Stallergenes	Deutsche Bank
2010	Initiative et Finance	Rothschild
2010	Sperian Protection	BNP Paribas
2010	Sodifrance	Portzamparc
2010	Radiall	Oddo Corporate Finance
2009	Foncière Développement Logement	Société Générale et Calyon
2009	L'Inventoriste	Dexia Securities France
2009	GiFi	Société Générale
2009	Homair Vacances	Arkeon Finance
2008	Keyrus	Calyon
2008	Réponse SA	Rothschild Transaction R
2008	SASA	Oddo Corporate Finance
2008	Sodexo	Lazard
2008	Alain Afflelou	Lazard
2008	CEDIP	Oddo Corporate Finance

Annexe 7 : Profitabilité historique d'Etam Développement et des sociétés comparables qui ont été analysées en vue de la constitution de l'échantillon de comparables Europe et Chine

	ROE				ROCE				EBITDA/CA				EBIT/CA			
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
Etam Developpement	5,8%	5,9%	2,2%	4,7%	8,4%	8,7%	5,9%	7,0%	4,6%	8,5%	7,4%	7,4%	4,1%	4,1%	2,8%	2,7%
Europe																
CALIDA Holding AG	(36,1%)	22,4%	20,9%	16,3%	(57,0%)	32,1%	25,4%	23,5%	7,5%	15,5%	15,7%	12,5%	(19,7%)	12,2%	12,6%	8,6%
Bjorn Borg AB	18,5%	20,5%	25,5%	14,0%	44,8%	45,2%	27,1%	21,0%	23,0%	24,8%	18,8%	13,8%	21,7%	23,5%	15,6%	12,7%
Silvano Fashion Group AS	(2,5%)	33,4%	6,1%	30,2%	14,4%	61,9%	85,4%	46,4%	8,4%	20,8%	28,9%	17,9%	5,2%	18,9%	27,0%	15,8%
Moyenne	(6,7%)	25,4%	17,5%	20,2%	0,8%	46,4%	46,0%	30,3%	13,0%	20,4%	21,1%	14,8%	2,4%	18,2%	18,4%	12,1%
Mediane	(2,5%)	22,4%	20,9%	16,3%	14,4%	45,2%	27,1%	23,5%	8,4%	20,8%	18,8%	13,8%	5,2%	18,9%	15,6%	12,7%
Chine																
Bosideng International Holdings Ltd.	16,1%	18,7%	20,5%	15,2%	74,5%	65,4%	50,0%	32,2%	21,8%	20,4%	20,6%	18,1%	21,0%	19,5%	19,4%	13,6%
Giordano International Ltd.	14,5%	23,7%	28,3%	29,7%	122,3%	246,0%	239,3%	132,1%	10,6%	16,8%	18,5%	20,4%	8,2%	14,9%	17,1%	18,6%
I.T Limited	19,5%	23,3%	22,9%	15,9%	43,1%	32,8%	28,6%	23,1%	15,0%	15,6%	25,5%	11,3%	10,3%	12,1%	9,7%	7,0%
Daphne International Holdings Ltd.	19,4%	22,4%	26,1%	21,6%	70,1%	73,2%	62,9%	45,6%	14,0%	15,1%	17,5%	15,1%	11,2%	12,7%	15,2%	12,4%
Moyenne	17,4%	22,0%	24,4%	20,6%	77,5%	104,3%	95,2%	58,2%	15,3%	17,0%	20,6%	16,2%	12,7%	14,8%	15,4%	12,9%
Mediane	17,8%	22,8%	24,5%	18,7%	72,3%	69,3%	56,4%	38,9%	14,5%	16,2%	19,6%	16,6%	10,7%	13,8%	16,2%	13,0%

Annexe 8 : Présentation des comparables⁶²

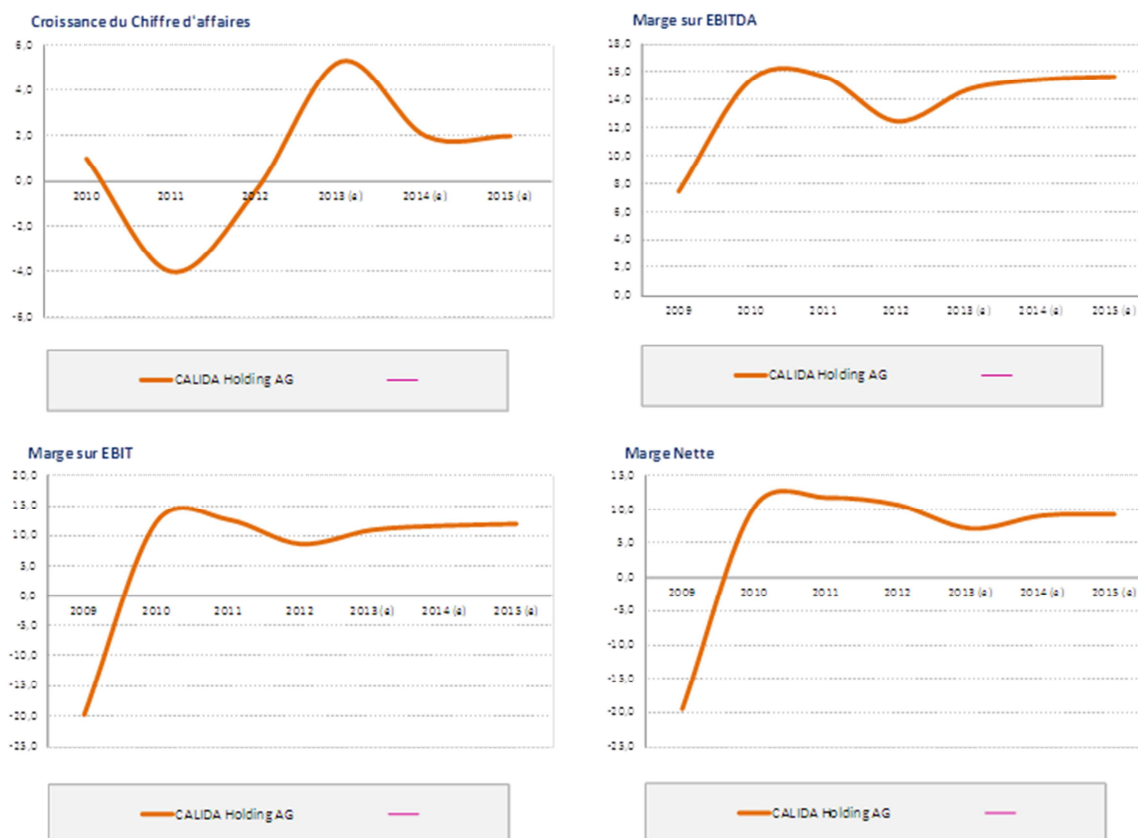
CALIDA HOLDING AG

⇒ Présentation :

CALIDA Holding est une société suisse spécialisée dans la conception et la commercialisation de sous-vêtements, lingerie, vêtements de bain et de plage.

CALIDA Holding distribue ses produits sous deux marques : CALIDA et AUBADE à travers un large réseau de distribution composé de magasins de prêt-à-porter haut de gamme, grands magasins et magasins en marque propre, dans plus de 70 pays principalement l'Allemagne, la Suisse et la France.

⇒ Profil financier :



BJÖRN BORG AB

⇒ Présentation :

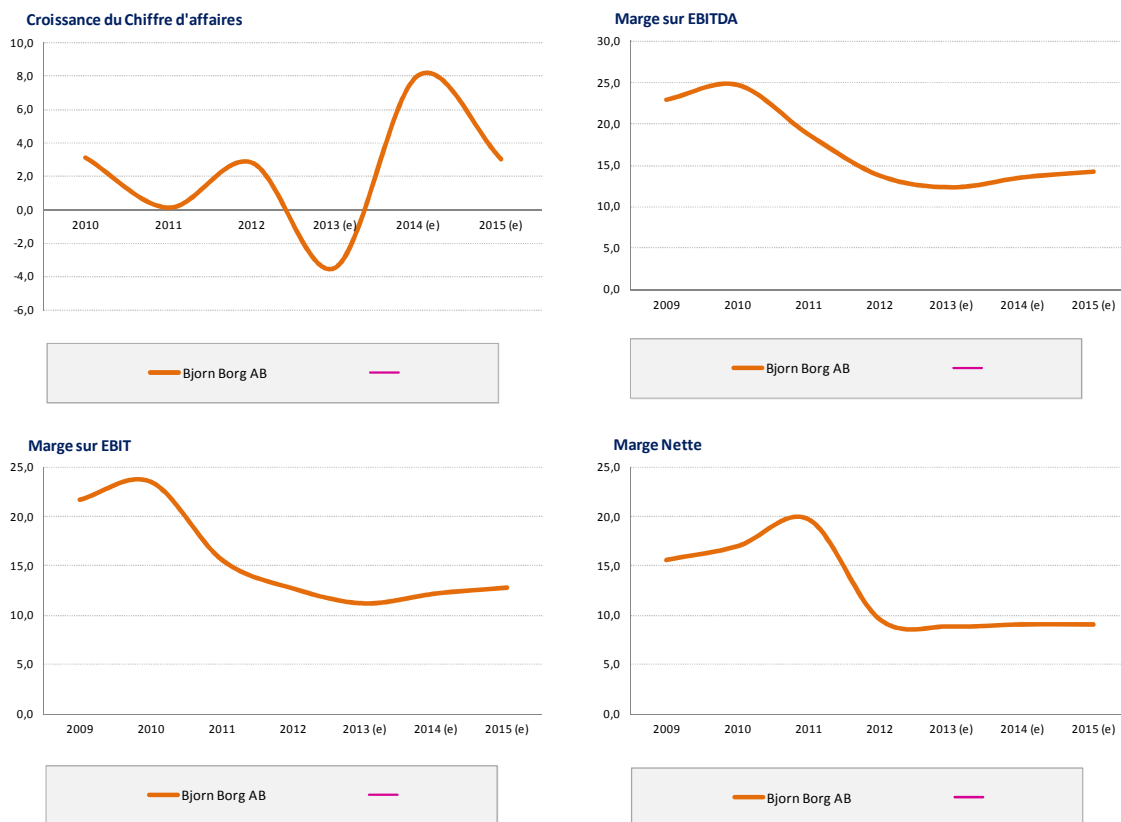
BJÖRN BORG AB est un groupe suédois dont l'activité principale est de concevoir et distribuer des sous-vêtements moyen de gamme, sous la marque BJÖRN BORG.

⁶² Les présentations et données sont issues de Reuters et d'Infiniti.

BJÖRN BORG a étendu son activité aux vêtements de sports (sous la marque BJÖRN BORG SPORT), parfums, chaussures, sacs à main, bagages et lunettes de soleil sous licence. Ses produits sont distribués dans plus de 30 pays.

Le groupe possède son propre réseau de distribution.

⇒ Profil financier :



SILVANO FASHION GROUP AS

⇒ Présentation :

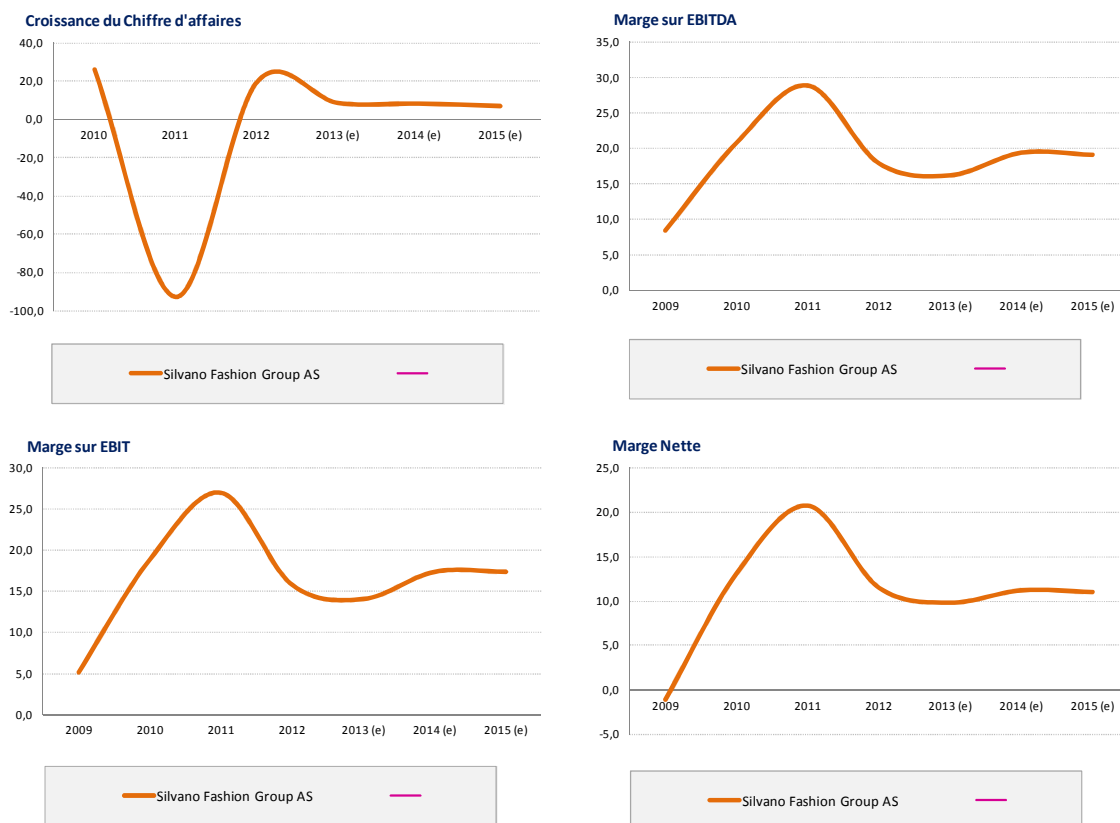
SILVANO FASHION est un groupe international dont l'activité principale est de concevoir, produire et distribuer des articles de lingerie féminine haut de gamme. Le Groupe a également développé une seconde activité de sous-traitance pour confectionner des articles de lingerie féminine.

Les grandes marques du Groupe sont Milavitsa, Alisee, Hidalgo, Lauma Lingerie et Laumelle.

Le groupe distribue ses produits à travers plusieurs canaux de distribution composés de grossistes, franchisés, magasins en propre (pour les marques Milavitsa et Lauma Lingerie).

Ses principaux marchés sont la Russie (61%), la Biélorussie (25%), l'Ukraine (5%) et les pays Baltiques (3%).

⇒ Profil financier :



BOSIDENG

⇒ Présentation :

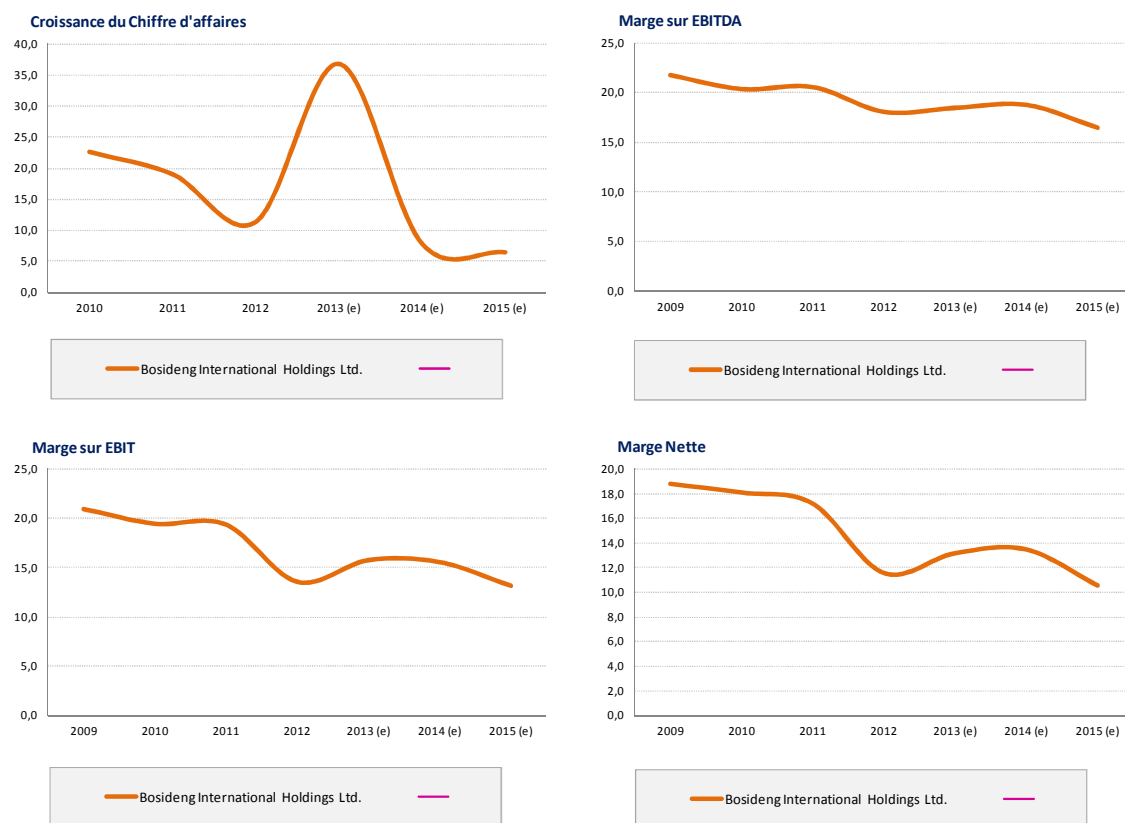
BOSIDENG est un groupe chinois dont l'activité consiste à concevoir, produire et distribuer des articles de prêt-à-porter milieu et haut de gamme, principalement des vestes et manteaux.

Le groupe possède plusieurs marques propres : Bosideng, Snow Flying, Kangbo, Bengen, Shuangyu, Slim, Bosideng Ricci, Mogao, Jessie et Vetallo.

Fondée en 1975, le groupe détient en Chine, grâce à sa marque principale, Bosideng, une part de marché de 27,4%.

BOSIDENG est uniquement présent en Chine.

⇒ Profil financier :



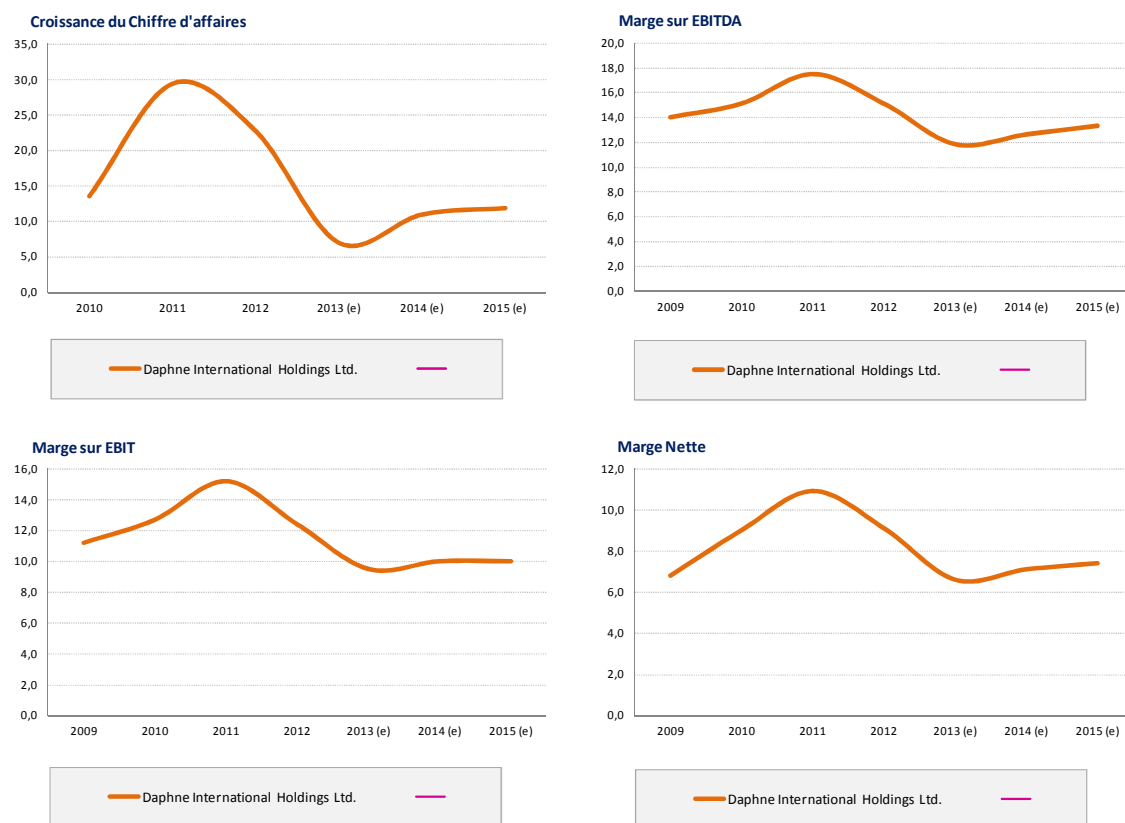
DAPHNE INTERNATIONAL HOLDINGS LTD

⇒ Présentation :

DAPHNE est un groupe Hongkongais dont l'activité consiste à concevoir, produire et commercialiser principalement des chaussures pour femme ainsi que des articles de prêt-à-porter et des accessoires.

DAPHNE réalise 90% de son chiffre d'affaires en Chine où le groupe possède la majorité des 6 800 points de vente répartis entre la Chine, Taiwan et Hong Kong.

⇒ Profil financier :



GIORDANO

⇒ Présentation :

GIORDANO est un groupe hongkongais spécialisé dans le secteur du prêt-à-porter moyen/haut de gamme pour femmes, hommes et enfants.

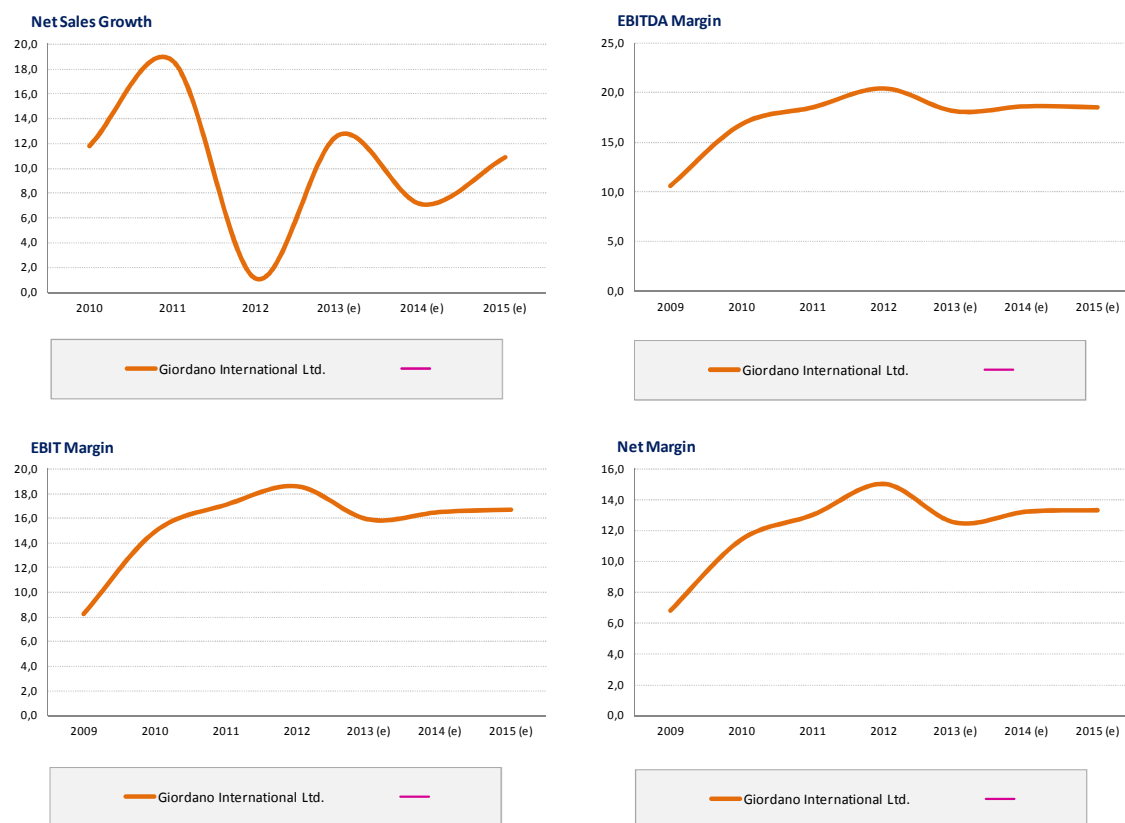
GIORDANO possède plusieurs marques dont Giordano & Giordano Junior, BSX, Giordano Ladies, Concepts One⁶³

Le groupe est présent en Chine, Hong-Kong, Taiwan et dans la zone Asie et Pacifique. Il possède plus de 2 700 magasins.

Son chiffre d'affaires est principalement réalisé dans la zone Asie et Pacifique :

⇒ Profil financier :

⁶³ Reuters Business Summary



IT LIMITED

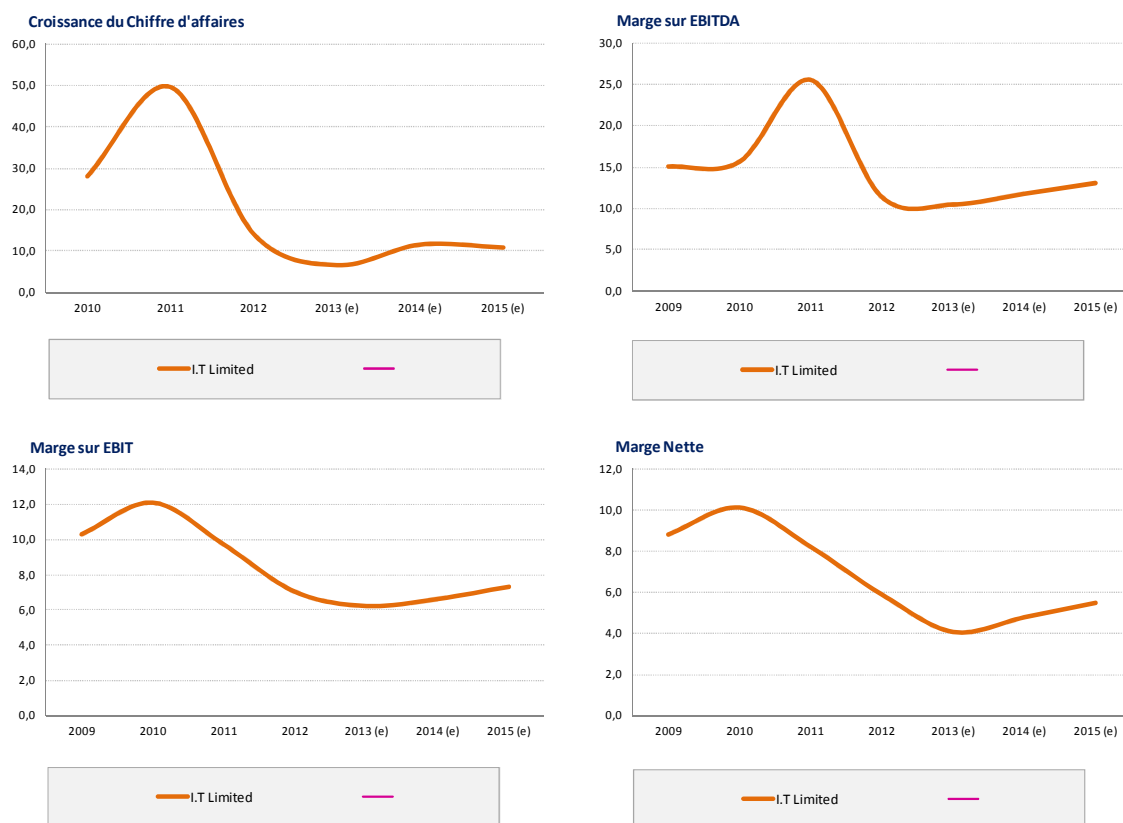
⇒ Présentation :

I.T Limited est un groupe chinois de prêt-à-porter qui possède plusieurs marques en propre (I.T, i.t, Izzue, Venilla suite...).

Il distribue sous licence des marques internationales (Balenciaga, Valentino, Givenchy) et des licences (FCUK, Galeries Lafayette Limited...).

Fondée en 1975, le groupe est principalement présent en Chine et à Hong-Kong et vend ses produits dans des magasins mono et multimarques.

⇒ Profil financier :



8. MISE A DISPOSITION DES AUTRES INFORMATIONS RELATIVES A LA SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF, les « Autres informations » relatives aux caractéristiques notamment juridiques, financières et comptables de la Société feront l'objet d'une note spécifique déposée auprès de l'AMF et mise à disposition du public selon les modalités propres à assurer une diffusion effective et intégrale, au plus tard la veille de l'ouverture de l'Offre.

9. PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DE LA NOTE EN REPONSE

« À ma connaissance, les données du présent projet de note en réponse sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Pierre Milchior
Gérant